

INDUSTRIE AUTOMOBILE

L'État mise sur une production locale intégrée

Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a effectué, hier, une visite de travail et d'inspection dans les wilayas de Tissemsilt et Batna, marquée par le lancement et l'inauguration de plusieurs projets industriels structurants. Cette tournée s'inscrit dans la stratégie nationale de relance des actifs industriels confisqués et leur réintégration dans le circuit économique, avec pour objectif majeur le renforcement de l'intégration nationale, notamment dans la filière automobile. P 3



Publicité

ALGÉRIE-ÉTATS-UNIS

Vers un partenariat économique renforcé

Le sous-secrétaire d'État adjoint des États-Unis d'Amérique, M. Christopher Landau, a affirmé la volonté de son pays de renforcer significativement sa coopération économique avec l'Algérie, mettant en avant les opportunités « considérables » qu'offre le marché algérien, notamment dans les secteurs de l'énergie et des technologies. P 2

RECOURS AU FINANCEMENT EXTÉRIEUR

La Banque d'Algérie favorable, mais ...

L'ouverture encadrée au recours aux financements extérieurs pour soutenir la réalisation de grands projets structurants s'accompagne de conditions strictes fixées par les autorités monétaires. La Banque d'Algérie insiste sur la nécessité de concilier les besoins de financement avec la préservation des équilibres macroéconomiques, en définissant clairement les limites à ne pas franchir. P 2

AGRICULTURE

Nécessité de renforcer les passerelles entre la recherche et le terrain

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine Oualid, a mis en avant l'importance stratégique de la recherche scientifique dans le développement du secteur agricole, soulignant la nécessité d'en faire un levier direct de la production nationale. P 3

SIPSA®
FILÀHA
AGROFOOD

24^{ème}
édition

SOUS LE PATRONAGE DE MONSIEUR
LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
DU DÉVELOPPEMENT RURAL
ET DE LA PÊCHE

**SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE,
DE L'ÉLEVAGE ET DE L'AGRO-INDUSTRIE**

18 > 21 MAI 2026

PALAIS DES EXPOSITIONS - SAFEX, ALGER - ALGERIE

Afrika®
Food Export

DJAZAUA®

TÉLÉPHONIE MOBILE
Djezzy affiche une forte croissance au 1er trimestre 2026

L'opérateur de téléphonie mobile, Djezzy, a enregistré une "forte croissance" de son chiffre d'affaires au premier trimestre 2026, avec une progression de 9,3% par rapport à la même période de l'année précédente, selon un bilan communiqué mercredi par cet opérateur. Ainsi, le chiffre d'affaires a atteint "30,2 milliards de dinars algériens (DA)", soutenu, notamment, par la croissance des revenus Data ayant, qui se sont établis à 18,4 milliards de DA, en hausse de 14,6 %, par rapport à la même période en 2025, précise la même source. En outre, une amélioration de la rentabilité opérationnelle, une accélération des investissements et une consolidation de la base clients ont été également enregistrées. L'Ebitda s'est ainsi établi à "13,7 milliards de DA", en augmentation de 12,0 % et une marge Ebitda de 45,2 %, ce qui constitue une amélioration de 1,1 point, détaille le communiqué. Avec 17,9 millions d'abonnés, l'opérateur enregistre une croissance annuelle de 5 % de sa base clients, reflétant "sa position sur le marché national et la pertinence de ses offres commerciales", selon la même source. Par ailleurs, Djezzy a réalisé un investissement de "plus de 16,8 milliards de DA" au cours du 1er trimestre 2026, soit "une évolution annuelle de 267 %", dans le but d'"accélérer la modernisation de son réseau et le déploiement de la 5G, déjà opérationnelle dans 18 wilayas". Cette dynamique positive reflète "la transformation profonde de Djezzy et son engagement continu à renforcer une infrastructure technologique de pointe", a déclaré, à cette occasion, le Directeur Général de l'entreprise, M. Boumediene Senouci, affirmant qu'elle "continuera à poursuivre ses efforts avec détermination, afin d'offrir à ses clients et partenaires un réseau de qualité, ainsi que des offres toujours plus adaptées à leurs besoins", conclut le communiqué. APS

ALGÉRIE – ÉTATS-UNIS

Vers un partenariat économique renforcé

Le sous-secrétaire d'État adjoint des États-Unis d'Amérique, M. Christopher Landau, a affirmé la volonté de son pays de renforcer significativement sa coopération économique avec l'Algérie, mettant en avant les opportunités « considérables » qu'offre le marché algérien, notamment dans les secteurs de l'énergie et des technologies.

Par Zahir R.

Il a précisé que sa visite en Algérie s'inscrit dans une démarche visant à « approfondir une relation restée quelque peu distante durant de nombreuses années », à travers l'identification de domaines d'intérêt commun à fort potentiel. Dans un entretien accordé à la chaîne de télévision « El Bilad TV », le responsable américain a particulièrement insisté sur la dimension économique du partenariat, estimant que l'Algérie « dispose d'un potentiel important » que les États-Unis peuvent contribuer à valoriser grâce à leur expertise technologique et à la capacité d'investissement de leur secteur privé. « Il existe de nombreuses opportunités prometteuses de coopération, notamment dans les domaines économique et commercial », a-t-il déclaré. Évoquant la stratégie américaine, il a mis en avant la volonté de Washington de s'inscrire dans une logique de partenariat durable. « Les entreprises américaines sont présentes en Algérie depuis des décennies, en particulier dans le secteur énergétique, avec des investissements qui s'inscrivent sur le long terme », a-t-il rappelé, citant notamment des projets s'étalant sur plusieurs décennies. Dans ce contexte, Christopher Landau a évoqué la

possibilité de flux d'investissements importants vers l'Algérie, à la faveur de l'ouverture progressive de son économie. Il a souligné que « le dynamisme du secteur privé américain, combiné au potentiel de l'Algérie, peut générer des bénéfices mutuels significatifs ». Le secteur de l'énergie a été présenté comme un pilier central de cette coopération. Le responsable américain a estimé que l'Algérie possède les atouts pour devenir « l'une des grandes puissances énergétiques mondiales », mettant en avant ses importantes ressources en gaz naturel ainsi que son potentiel dans les énergies renouvelables, notamment solaire. Dans ce cadre, il a indiqué que les États-Unis peuvent accompagner l'Algérie dans la valorisation de ses ressources grâce à des technologies avancées, notamment dans l'exploitation énergétique. Il a également relevé l'importance stratégique de l'Algérie sur la carte énergétique internationale, en particulier vis-à-vis de l'Europe. Au-delà de l'énergie, le responsable américain a insisté sur les perspectives de coopération dans les domaines technologiques et numériques. Il a rappelé la signature d'un mémorandum d'entente entre les deux pays dans le domaine de la cybersécurité, tout en exprimant la disposition de son pays à élargir ce partenariat à d'autres segments liés à

l'innovation et aux infrastructures numériques. Il a en outre mis en avant le rôle qu'il entend jouer en tant que « passerelle » entre le secteur privé américain et les opportunités offertes par l'économie algérienne, soulignant avoir tenu des rencontres avec plusieurs membres du gouvernement algérien, notamment dans les secteurs des hydrocarbures, des mines et du commerce extérieur. Par ailleurs, il a évoqué les retombées potentielles de cette coopération pour la jeunesse algérienne, plaidant pour le développement de programmes d'échanges et de formation, notamment dans le domaine de la langue anglaise, qu'il considère comme « essentielle dans l'économie numérique mondiale ». Abordant les relations bilatérales dans un contexte international en mutation, M. Landau a estimé que l'Algérie constitue « un partenaire important » avec lequel les États-Unis souhaitent renforcer le dialogue et la coopération, y compris sur les questions régionales, notamment au Sahel. À travers cette visite, les États-Unis affichent ainsi leur volonté de repositionner leur partenariat avec l'Algérie sur des bases renouvelées, axées sur l'investissement, l'innovation et le développement durable, dans une perspective de coopération mutuellement bénéfique.

AVEC UN PARTENARIAT STRATÉGIQUE AU SOMMET DEEPX 2026
Saidal renforce sa stratégie d'innovation

Le Groupe Saidal poursuit son engagement en faveur de la modernisation du secteur de la santé à travers le renforcement de ses partenariats technologiques. Dans ce cadre, le groupe public a pris part au sommet DeepX 2026, un événement dédié à l'innovation, marqué par la signature d'un accord stratégique avec la société Deep-Minds. Ce partenariat vise, le développement de solutions évolutives à forte valeur ajoutée, tant sur le plan économique que sociétal, en s'appuyant

notamment sur les technologies avancées et les applications de l'intelligence artificielle dans le domaine de la santé, a précisé le Groupe dans un communiqué. La cérémonie de signature s'est déroulée en présence du Directeur général du Groupe Saidal, le Professeur Mourad Belkhalifa, accompagné de cadres de l'entreprise. À cette occasion, Pr Belkhalifa a mis en avant l'importance de cette collaboration pour le renforcement des capacités nationales et la promotion de l'usage des technologies innovantes au service

du système de santé. Il a également souligné que ce type de partenariat s'inscrit dans une vision stratégique visant à accélérer la transformation du secteur pharmaceutique national, en intégrant davantage les outils numériques et les solutions intelligentes dans les processus de recherche, de production et de gestion. Le DeepX Summit 2026 s'impose, de son côté, comme une plateforme de référence orientée vers la valorisation de la recherche scientifique et sa conversion en opportunités industrielles

concrètes, favorisant les synergies entre acteurs économiques et technologiques. À travers cette participation, le Groupe Saidal réaffirme ainsi sa volonté de stimuler l'innovation, de renforcer son positionnement dans l'écosystème technologique et de contribuer à l'amélioration qualitative des services de santé, en phase avec les exigences d'un secteur en pleine mutation.

Z R.

MONNAIES

Le dollar en petite hausse avant la réunion de la Fed

Le dollar progresse légèrement mercredi, profitant des doutes sur les actions technologiques en Bourses et des anticipations de taux d'intérêts américains élevés, bien que les investisseurs restent prudents à quelques heures de la décision et de la conférence de presse de la Réserve fédérale (Fed). Vers 09H05 GMT, la devise américaine grappillait 0,09% face à la monnaie unique européenne, à 1,1701 dollar pour un euro, ainsi que 0,12% à la livre sterling et 0,10%

au yen japonais. Outre les inquiétudes croissantes liées aux tensions géopolitiques, ce sont quelques accès de nervosité sur les actions américaines, dus aux craintes autour de l'intelligence artificielle, qui ont permis au dollar de rebondir, expliquent des analystes. Le billet vert est en effet perçu comme une valeur refuge par les investisseurs, qui ont tendance à l'acheter en cas d'inquiétudes sur des actifs considérés comme plus risqués tels que les actions des marchés bour-

siers. Or Wall Street a connu une vague de ventes dans le secteur technologique à la suite de la publication mardi d'un article du Wall Street Journal indiquant qu'Open AI, le créateur de ChatGPT, n'avait pas atteint ses objectifs de nombre d'utilisateurs et de chiffre d'affaires. La nouvelle est tombée alors que les marchés attendent mercredi la publication des résultats des grands groupes américains Amazon, Alphabet, Meta et Microsoft,

avant ceux d'Apple jeudi. Par ailleurs, les économistes s'attendent à ce que la banque centrale américaine (Fed) maintienne ses taux directeurs inchangés plus tard mercredi, comme la Banque du Japon (BoJ) avant elle mardi, et comme devrait également le faire la Banque du Canada. Un statu quo monétaire est aussi escompté jeudi pour la Banque centrale européenne (BCE) et la Banque d'Angleterre (BoE).

APS

Quotidien économique

Les EnjeuxEco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

INDUSTRIE AUTOMOBILE

L’État mise sur une production locale intégrée

Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a effectué, hier, une visite de travail et d’inspection dans les wilayas de Tissemsilt et Batna, marquée par le lancement et l’inauguration de plusieurs projets industriels structurants.

Par Z R.

Cette tournée s’inscrit dans la stratégie nationale de relance des actifs industriels confisqués et leur réintégration dans le circuit économique, avec pour objectif majeur le renforcement de l’intégration nationale, notamment dans la filière automobile. À Tissemsilt, première étape de cette visite, le Premier ministre, Sifi Ghrieb, a procédé au lancement du projet d’unité de production de composants et d’accessoires plastiques pour automobiles « General Plastic Injection » (GPI). Ce projet, dont l’entrée en production est prévue pour septembre prochain, traduit la concrétisation des engagements du chef de l’État en matière de récupération et de valorisation des biens confisqués par décisions de justice définitives. Sur place, M. Ghrieb a souligné que cette unité insufflera une nouvelle dynamique à l’industrie automobile nationale, grâce à l’intégration de technologies avancées et à la production locale de pièces plastiques destinées aux différents segments de véhicules. Dans une déclaration à la presse, le Premier ministre a insisté sur l’importance de ce type d’investissements pour accroître la valeur ajoutée industrielle, réduire la dépendance aux importations et amorcer une transition progressive vers une véritable industrie auto-

mobile, dépassant le simple montage. Il a également mis en avant l’impact économique de ce projet, qui s’inscrit dans le programme de développement spécifique de la wilaya de Tissemsilt, en contribuant à la création d’emplois, au transfert de savoir-faire et à la structuration d’un tissu industriel local. Sifi Ghrieb a affirmé que cette première étape constitue un jalon dans une vision globale visant à bâtir une industrie nationale intégrée, capable de répondre aux besoins du marché et de se projeter vers l’export. Par ailleurs, dans la wilaya de Batna, le Premier ministre a supervisé le lancement d’un projet d’usine de production de pièces et composants métalliques utilisant la technique du moulage, ainsi que l’inauguration d’une unité d’assemblage de chambres frigorifiques destinées aux camions. Ces projets s’inscrivent dans la même logique de valorisation des actifs récupérés et de relance des capacités productives nationales. Ils visent à structurer un pôle industriel dédié à la transformation des métaux et à la fabrication de composants automobiles, contribuant ainsi au renforcement du taux d’intégration locale et à la réduction de la facture d’importation. Selon les explications fournies, ces investissements permettront de développer une industrie des structures et des carrosseries automobiles en Algérie, en s’appuyant sur des équipe-

ments modernes et des procédés industriels avancés. Ils devraient également favoriser l’émergence d’un écosystème industriel intégré, basé sur la sous-traitance, le partenariat entre entreprises et la montée en compétences des ressources humaines. Au cours de cette visite, le Premier ministre a insisté sur la nécessité de se conformer strictement aux orientations du président de la République visant à accélérer la concrétisation des projets industriels et à accroître la contribution de la production nationale dans les différentes filières stratégiques. Il a également appelé à lever les contraintes entravant l’investissement productif et à renforcer l’accompagnement des opérateurs économiques. Dans ce contexte, plusieurs accords ont été signés en vue de soutenir l’investissement, promouvoir la sous-traitance et encourager les partenariats industriels, consolidant ainsi les bases d’une économie nationale diversifiée et compétitive. Enfin, le Premier ministre a réaffirmé la détermination de l’État à bâtir une industrie automobile intégrée, reposant sur une production locale diversifiée, allant des composants plastiques aux structures métalliques. Une orientation stratégique qui traduit la volonté des pouvoirs publics de rompre avec les modèles d’assemblage, au profit d’une industrie créatrice de richesse, d’emplois et de valeur ajoutée durable.

RECOURS AU FINANCEMENT EXTÉRIEUR

La Banque d’Algérie favorable, mais ...

Par Selma R.

L’ouverture encadrée au recours aux financements extérieurs pour soutenir la réalisation de grands projets structurants s’accompagne de conditions strictes fixées par les autorités monétaires. La Banque d’Algérie insiste sur la nécessité de concilier les besoins de financement avec la préservation des équilibres macroéconomiques, en définissant clairement les limites à ne pas franchir. S’exprimant à Alger lors de la deuxième édition du CEO Survey, le gouverneur de la Banque d’Algérie, Mohamed Lamine Lebbou, a précisé la position de l’institution sur cette question. « Éventuellement, la Banque d’Algérie, en tant que régulateur, observe l’évolution des marchés de capitaux de façon particulière », a-t-il déclaré, mettant en avant le rôle de veille et d’anticipation de la Banque centrale. Dans ce contexte, il a affirmé une ouverture mesurée à l’égard des financements extérieurs. « Nous avons une croyance assez importante sur le recours au financement extérieur pour répondre explicitement à cette question », a-t-il indiqué, avant de préciser : « Nous sommes tout à fait ouverts à ce type de financement lorsqu’il s’agit bien évidemment de projets stratégiques et structurants et pour lesquels nous devons observer particulièrement deux critères ». Le premier critère, a-t-il souligné, concerne la souveraineté nationale. « Le premier critère, qui est très important, est un critère de souveraineté nationale. Le recours à ce type de financement doit garantir les éléments de base de notre souveraineté », a-t-il insisté, rappelant que cette exigence constitue une ligne rouge pour les autorités monétaires. Le

second critère porte sur la maîtrise et la rentabilité des financements mobilisés. « Il faut que ce financement soit bel et bien maîtrisé par les opérateurs économiques et qu’il réponde forcément à des économies d’échelle et de coût pour pouvoir avoir une rentabilité garantie par rapport à ce type de projet », a-t-il ajouté. Ces orientations s’inscrivent dans un contexte marqué par la transformation des modes de financement et la diversification des instruments disponibles. Le gouverneur a rappelé que la Banque d’Algérie assume un double rôle, à la fois comme institution de politique monétaire et comme autorité de supervision, chargée de veiller à la stabilité du système financier et à la bonne gestion des engagements extérieurs. Ce positionnement vient conforter le cadre réglementaire récemment précisé par le ministère des Finances. Un arrêté ministériel impose désormais que tout recours au financement extérieur pour des projets d’intérêt national soit soumis à l’autorisation préalable du Conseil des ministres. Il engage également la responsabilité des porteurs de projets quant à leur maturité, à la qualité des études réalisées et au respect des coûts, des délais et des objectifs fixés. Parallèlement, la Banque d’Algérie accélère l’adaptation du système bancaire aux nouvelles exigences de transparence et de conformité. Le gouverneur a ainsi annoncé la publication imminente d’une instruction relative à l’application des normes « Know Your Customer » (KYC), qui sera contraignante pour l’ensemble des banques. « Cette instruction sera obligatoire pour toutes les banques et vise à adapter notre système aux mutations des moyens de financement », a-t-il précisé, en soulignant la volonté de mo-

derniser les pratiques bancaires tout en renforçant les dispositifs de contrôle. Dans le même sens, Mohamed Lamine Lebbou a insisté sur l’équilibre recherché entre rigueur réglementaire et facilitation de l’activité économique. « Les opérateurs économiques pourront, sur la base d’une simple déclaration, faire valoir leurs revenus futurs et leurs modalités d’utilisation sans faire face à des obstacles », a-t-il expliqué. Cette approche vise à encourager la transparence tout en évitant les contraintes administratives excessives susceptibles de freiner l’investissement. Le système KYC, qui permet d’identifier et de vérifier l’identité des clients, constitue un levier essentiel pour garantir la transparence des transactions, limiter les fraudes et renforcer la sécurité du système bancaire. Dans ce cadre, le gouverneur a également rappelé l’importance du respect des dispositions relatives à la lutte contre le blanchiment d’argent et le financement du terrorisme, tout en saluant les efforts engagés, notamment par Algérie Poste, dans la mise à jour des dossiers clients. Cette dynamique s’inscrit dans une stratégie plus large d’inclusion financière. Mohamed Lamine Lebbou a souligné que la réussite de cette démarche repose sur une meilleure prise en compte de la nature des activités économiques et sur l’accélération de la numérisation, considérée comme un levier essentiel pour capter la masse monétaire circulant hors des circuits formels. Dans cette optique, la loi monétaire et bancaire a ouvert la voie à l’entrée de nouveaux acteurs, notamment les banques numériques et les prestataires de services de paiement, dont plusieurs dossiers sont actuellement à l’étude au niveau de la Banque centrale.

AGRICULTURE

Nécessité de renforcer les passerelles entre la recherche et le terrain

Le ministre de l’Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine Oualid, a mis en avant l’importance stratégique de la recherche scientifique dans le développement du secteur agricole, soulignant la nécessité d’en faire un levier direct de la production nationale. Intervenant hier lors d’une rencontre consacrée organisée par l’Institut National de la Recherche Agronomique d’Algérie (INRAA), le ministre a insisté sur le contexte climatique de plus en plus contraignant, marqué par la hausse des températures et la multiplication des aléas, appelant à redoubler d’efforts pour développer des solutions adaptées à ces nouvelles conditions. Au cœur de son intervention, Yacine Oualid a déploré que de nombreux travaux scientifiques réalisés en Algérie restent insuffisamment exploités. « L’un de nos objectifs aujourd’hui est de faire sortir ces recherches des tiroirs et de leur permettre d’avoir un impact réel sur la production », a-t-il affirmé, mettant en avant la nécessité de renforcer les passerelles entre la recherche et le terrain. Le ministre a particulièrement insisté sur les cultures stratégiques, notamment le blé, dont les rendements demeurent en deçà des attentes. Il a appelé à une amélioration du parcours technique, à une meilleure sélection des semences adaptées aux différentes régions et à une utilisation plus rationnelle des intrants agricoles. Dans ce cadre, il a annoncé le lancement d’une opération nationale d’analyse des sols, visant à mieux cerner leurs caractéristiques et à optimiser l’utilisation des fertilisants. Il a également souligné l’importance de l’irrigation intelligente, permettant de concilier économie d’eau et amélioration des rendements. Abordant la question des pertes agricoles, le ministre a révélé que 30 à 40 % de la production est perdue chaque année en raison de maladies et de contraintes phytosanitaires. Il a ainsi plaidé pour le développement d’une industrie nationale d’intrants agricoles afin de réduire la dépendance aux importations et de renforcer la valeur ajoutée locale. Sur le plan économique, Yacine Oualid a mis en lumière le paradoxe d’un secteur qui contribue à hauteur de 15 % au produit intérieur brut, tout en ne bénéficiant que de 3,2 % des financements accordés à l’économie. Une situation qu’il a jugée préoccupante et qui nécessite, selon lui, des réformes structurelles. Le ministre a, en outre, évoqué les perspectives prometteuses offertes par la culture tissulaire et le développement de l’arboriculture, ainsi que le potentiel important des terres agricoles inexploitées. Il a estimé que la valorisation de ces ressources constitue un axe stratégique pour renforcer la sécurité alimentaire du pays.

Synthèse Z R.

TRAVAUX PUBLICS
Installation d’une commission d’évaluation des projets routiers et adoption du plan sectoriel 2026-2028

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a présidé, avant-hier à Alger, la cérémonie d'installation d'une commission pluridisciplinaire chargée d'évaluer la mise en œuvre du schéma directeur des routes et autoroutes, indique un communiqué du ministère, faisant état de l'adoption du plan d'action du secteur pour la période 2026-2028. Cette nouvelle commission regroupe des représentants de l'administration centrale et de plusieurs organismes sous tutelle, dont l'Organisme national de contrôle technique des travaux publics (CTTP), l'Algérienne des autoroutes (ADA), l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF) et l'Entreprise Métro d'Alger (EMA), et ce, dans le cadre du renforcement de la coordination entre les différents intervenants dans ce secteur. La commission est chargée de suivre l'état d'avancement des projets inscrits, à travers l'élaboration de rapports périodiques sur les taux de réalisation, l'identification des contraintes et difficultés pouvant entraver leur progression et la proposition de solutions appropriées pour y remédier. Elle est également chargée de soumettre des rapports détaillés aux autorités de tutelle pour que les mesures nécessaires soient prises. Par ailleurs, le communiqué fait état de l'adoption, lors d'une seconde rencontre, du plan d'action du secteur pour la période 2026-2028. Cette rencontre a été l'occasion de passer en revue l'état d'avancement du programme en cours de réalisation, d'évaluer la progression des différents projets d'infrastructures dans plusieurs domaines et d'examiner les moyens permettant d'accélérer la cadence de réalisation et d'atteindre les objectifs tracés, conclut le communiqué.

SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE
L’Algérie et la Belgique explorent de nouvelles opportunités de partenariat

Le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, Mourad Adjal, a reçu, mardi à Alger, l'envoyé spécial pour la sécurité de l'approvisionnement énergétique et les matières premières critiques au ministère belge des Affaires étrangères, Geert Muylle, a indiqué un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, qui s'est déroulée en présence d'une délégation composée de plusieurs responsables d'entreprises belges, M. Adjal a mis en avant la place de l'Algérie en tant que partenaire fiable et acteur essentiel dans la garantie de la sécurité énergétique aux plans continental et international, passant en revue un ensemble de grands projets que supervise le secteur ainsi que les efforts

déployés au niveau national pour mettre en œuvre le programme de diversification énergétique. Le ministre a évoqué également les pas importants franchis par l'Algérie dans la mise en œuvre du programme des énergies renouvelables, notamment le projet de production de 15 000 mégawatts actuellement en cours de réalisation dans sa première phase, d'une capacité de 3 200 mégawatts, ainsi que les projets d'hydrogène vert, d'énergie photovoltaïque et d'énergie éolienne, ajoute la même source. Pour leur part, les opérateurs économiques belges ont exprimé leur intérêt pour l'établissement d'un partenariat gagnant-gagnant avec des opérateurs algériens dans le do-

maine de l'énergie et des énergies renouvelables sous la supervision du ministère de tutelle, notamment dans la conception et la réalisation de centrales électriques, la fourniture d'équipements et le développement de solutions technologiques modernes dans les domaines de la numérisation et du contrôle des réseaux, lit-on dans le communiqué. Au terme de la rencontre, l'ambassadeur de Belgique auprès de l'Algérie, M. Jean Jacques Quairiat a salué les efforts que déploie l'Algérie pour renforcer la sécurité énergétique aux plans national et régional, soulignant l'intérêt de son pays pour le développement et l'élargissement des perspectives de coopération et de partenariat bilatéral dans le domaine de l'énergie.

ENVIRONNEMENT
Une délégation du Fonds vert pour le climat en visite en Algérie

Une délégation de haut niveau du Fonds vert pour le climat (FVC) effectue une visite en Algérie du 27 avril au 1er mai, dans le cadre des efforts visant à renforcer la coopération entre l'Algérie et le Fonds dans le domaine du climat et à réaliser les objectifs de développement durable (ODD), indique un communiqué du ministère de l'Environnement et de la Qualité de la vie. Lors de cette visite, le programme du secteur de l'Environnement et de la Qualité de la vie, ainsi que les projets stratégiques qu'il supervise dans

divers domaines seront présentés, notamment les changements climatiques et la biodiversité. Il sera également procédé à l'examen des perspectives de coopération internationale et le soutien aux capacités du pays pour le développement de projets environnementaux durables à impact tangible, précise la même source. Dans ce cadre, la délégation du FVC se rendra sur le terrain pour s'enquérir de l'état d'avancement des travaux de réhabilitation du Barrage Vert, étant l'un des projets environnementaux stratégiques qui s'inscrivent dans le cadre de la

lutte contre la désertification et de l'adaptation aux changements climatiques. En sa qualité de point focal national avec le Fonds vert pour le climat, le ministère de l'Environnement et de la Qualité de la vie, joue un rôle pivot dans le renforcement du soutien et de l'accompagnement, au titre des mécanismes internationaux de financement climatique et de l'ensemble des initiatives visant à réaliser un développement durable et inclusif, conclut le communiqué.

APS

HYDROGÈNE
Les pays arabes devraient atteindre une production de 27 millions de tonnes par an à l’horizon 2040

L'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP) a indiqué, dans un rapport publié mardi, que la production d'hydrogène par les pays arabes devrait atteindre 27 millions de tonnes par an à l'horizon 2040, grâce à la concrétisation des projets en cours. Dans son rapport sur "L'évolution du marché du gaz naturel liquéfié (GNL) et de l'hydrogène au premier trimestre de 2026", l'OPAEP a souligné l'importance des projets en cours dans plusieurs pays arabes, notamment l'Algérie, l'Egypte, l'Arabie saoudite et Oman, précisant que, selon ses estimations actualisées, la production globale d'hydrogène par les pays arabes devrait atteindre 8 millions de tonnes par an à l'horizon 2030 et 27 millions de tonnes par an à l'horizon 2040. Et d'expliquer qu'avec la poursuite de la mise en œuvre des grands projets dans plusieurs pays arabes, "la région est appelée à devenir un acteur incontournable sur le marché mondial de l'hydrogène au cours des prochaines décennies". S'agissant du GNL, les données de l'OPAEP font ressortir un recul de 24,3% des exportations des pays arabes au cours du premier trimestre de l'année en cours, bien qu'elles

représentent toujours un cinquième des approvisionnements mondiaux. L'organisation précise que le volume total des exportations arabes de GNL a reculé de 28,8 millions de tonnes en janvier-mars 2025

à 21,8 millions de tonnes au cours de la même période de 2026. Un recul qui s'explique principalement par les répercussions des tensions géopolitiques dans le Golfe.

APS

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTÈRE DU COMMERCE INTÉRIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DU DÉVELOPEMENT RURAL ET DE LA PÊCHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 29 افريل 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 29 Avril 2026

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²			المنتجات	
		دج / كلف				
Produits		معدل	أعلى	أدنى		
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	58	68	49	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	125	139	110	الطماطم	
	Oignon sec	87	97	76	البصل الجاف	
	Ail sec	709	817	602	الثوم الجاف	
	Ail vert	195	219	170	الثوم الاخضر	
	Carotte	116	130	103	الجزر	
	Navet	115	129	101	اللفت	
	Petit pois	188	208	168	الجبليانة	
	Fève verte	91	105	77	الفول الاخضر	
	Courgette	122	137	107	الكوسة	
	Haricot vert	315	344	286	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	104	118	90	الخس	
Fruits frais	Orange	274	331	217	البرتقال	فواكه طازجة
	Citron	221	248	194	الليمون	
	Pomme locale	475	576	374	التفاح المحلي	
	Datte	498	615	381	التمر	
	Banane	438	454	422	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1984	2132	1837	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	380	393	367	الدجاج	
	Œufs (Unité)	17	18	15	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	97	103	91	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	NC	0,00	0,00	-12,39	6,09	10,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 398,00	1398,00	0,00	-0,04	-0,83	8,99	5,56	29295	40 954 410,00
BIOPHARM	BIO	2 504,00	NC	0,00	0,02	1,29	6,66	6,39	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 079,00	2090,00	0,53	-0,75	-7,38	9,97	5,98	10700	22 363 000,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-5,38	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	0,00	3,22	3,97	5,00	0	0,00

GESTION DES DÉCHETS EN ENTREPRISE

Le défi de la mise en conformité

L'entrée en vigueur de la nouvelle loi 25-02 du 20 février 2025, consacrée à la gestion, à la valorisation et au recyclage des déchets, place désormais les entreprises face à une exigence accrue de mise en conformité. Dans ce contexte en mutation, marqué par l'essor de l'économie circulaire et le renforcement des normes environnementales, les acteurs économiques sont appelés à repenser en profondeur leurs pratiques internes.

Par S. R.

C'est dans cette perspective qu'un séminaire de deux jours (29 et 30 avril) dédié à cette problématique a été organisé à Alger, réunissant des représentants d'entreprises et d'institutions publiques autour des enjeux liés à la gestion des déchets. La rencontre, dont les travaux se poursuivront aujourd'hui, a permis d'aborder les principaux défis auxquels sont confrontés les opérateurs. Dans une déclaration à notre journal, Yacine Foudad, directeur du cabinet Terrence et partenaire de l'institut MTI, a souligné la sensibilité et l'actualité du sujet. « Nous organisons ce séminaire autour d'un thème important, à savoir l'économie circulaire et la gestion des déchets à l'aune de la nouvelle loi 25-02 publiée récemment », a-t-il indiqué. La problématique ne se limite pas à l'appropriation du texte réglementaire, mais concerne surtout sa mise en œuvre effective au sein des entreprises. « Le but est de

développer, avec les participants, les modalités de gestion des déchets conformes à la réglementation et d'intégrer les nouvelles normes environnementales internationales », a précisé M. Foudad. L'intervenant a également insisté sur la diversité des déchets générés par les organisations, qui impose une classification rigoureuse, qu'il s'agisse de déchets inertes, dangereux ou spécifiques, ainsi qu'une prise en charge adaptée. Dans ce sens, la mise en conformité apparaît comme un chantier structurant, mobilisant à la fois des dimensions juridiques, organisationnelles, techniques et économiques. « La législation reste à caractère général, mais derrière, il y a tout un travail de gestion et de planification à mener au niveau de chaque entreprise », a-t-il ajouté, mettant en évidence la nécessité d'une approche individualisée. De son côté, Karim Oumane, expert en gestion des déchets et ancien directeur général de l'Agence nationale des déchets, a rappelé que la nouvelle loi introduit un

changement de paradigme en mettant l'accent sur la valorisation. « Nous sommes dans un nouveau contexte avec une loi orientée vers la valorisation, le recyclage matière et énergétique », a-t-il expliqué. Face à ces évolutions, les entreprises se trouvent confrontées à une double exigence, celle de se conformer aux nouvelles obligations réglementaires et celle de s'aligner sur les standards internationaux. « Elles ont besoin de se mettre en conformité, mais aussi de se préparer aux enjeux actuels liés à la gestion des déchets », a-t-il souligné. Le séminaire se veut ainsi un espace d'échange et de partage d'expériences entre professionnels. « L'essentiel est de permettre aux participants d'exprimer les difficultés rencontrées et de trouver des solutions concrètes », a précisé M. Oumane. Les discussions portent notamment sur l'élaboration des plans de gestion des déchets, les outils de pilotage ainsi que les mécanismes permettant d'assurer une conformité durable.

PRÈS DE 470 000 VISITEURS ENREGISTRÉS DURANT LA SAISON 2025-2026

Le tourisme saharien en plein essor

Par Réda Hadi

Le tourisme saharien en Algérie confirme son essor et s'impose progressivement comme un levier important de diversification économique. Invité de la chaîne Une de la radio nationale, le directeur du tourisme et de l'artisanat de la wilaya de Ghardaïa, Saâd Merriah, a livré une lecture détaillée des performances du secteur, appuyée par des données chiffrées révélatrices et des perspectives encourageantes. D'emblée, le responsable insiste sur l'importance des données statistiques pour évaluer l'apport du tourisme saharien à l'économie nationale. Lors de la dernière rencontre sectorielle présidée par la ministre du Tourisme et de l'Artisanat, les chiffres présentés ont permis de mesurer concrètement les avancées réalisées. Ainsi, la saison touristique saharienne 2025-2026 a enregistré près de 470 000 visiteurs, dont 47 000 touristes étrangers. En élargissant l'analyse à l'année 2025, ce sont environ 750 000 touristes qui ont visité le sud algérien, dont 65 000 étrangers. Ces résultats traduisent, selon lui, l'attractivité croissante de la destination saharienne, caractérisée par une offre riche et diversifiée. Contrairement à certaines perceptions, le secteur ne connaît pas de recul, mais bien une progression continue. Il rappelle toutefois que la saison saharienne s'étend d'octobre à avril, ce qui implique une lecture nuancée des chiffres selon qu'il s'agisse d'une saison touristique ou d'une année civile complète. Cette évolution positive s'inscrit dans le sillage des mesures prises par les pouvoirs publics pour faciliter l'accès au ter-

ritoire, notamment à travers le dispositif de visa délivré à l'arrivée. Ce mécanisme, combiné aux procédures classiques, a contribué à fluidifier les flux touristiques et à renforcer la compétitivité de l'Algérie sur le marché international. Depuis 2023, année marquée par l'introduction de ces facilités, la courbe de fréquentation touristique affiche une tendance ascendante. Pour Saâd Merriah, cette dynamique repose également sur les efforts de promotion engagés par le secteur, notamment à travers la participation à des salons internationaux et le recours à des experts du marketing touristique. L'objectif est clair : améliorer la visibilité de la destination algérienne et séduire de nouveaux marchés. Au-delà du tourisme international, le responsable souligne l'essor notable du tourisme domestique. Les Algériens sont de plus en plus nombreux à choisir les régions sahariennes pour leurs séjours, une tendance particulièrement visible durant les vacances scolaires. Cette évolution traduit l'émergence d'une véritable culture du voyage intérieur, encouragée par la diversification des offres et l'amélioration progressive des services. Le produit touristique saharien repose sur un socle solide mêlant patrimoine naturel et richesse culturelle. La wilaya de Ghardaïa, souvent qualifiée de porte du désert, illustre parfaitement cette complémentarité. Elle constitue un point d'entrée vers le tourisme des ksour et la découverte d'un patrimoine architectural et civilisationnel unique. Dans ce contexte, les opérateurs touristiques adaptent leurs offres aux nouvelles attentes des visiteurs. Le tourisme d'immersion gagne du terrain, avec un engouement croissant pour le camping

en plein désert, les excursions en véhicules tout-terrain et les séjours au cœur des paysages naturels. Les dunes de sable, en particulier, représentent un attrait majeur, aussi bien pour les touristes étrangers que nationaux, en quête d'expériences authentiques et dépayssantes. Parallèlement, le secteur enregistre des avancées significatives en matière d'investissement. En 2025, dix nouveaux établissements hôteliers ont été mis en service, portant la capacité d'accueil des wilayas sahariennes à environ 258 hôtels pour près de 21 000 lits. Les perspectives pour 2026 sont tout aussi prometteuses, avec l'ouverture attendue de 21 nouveaux établissements, offrant plus de 1 600 lits supplémentaires. Une attention particulière est accordée aux campements touristiques, de plus en plus prisés par les visiteurs. Sur le plan de l'organisation territoriale, le développement de circuits touristiques intégrés constitue une priorité. Ces itinéraires permettent de relier différents sites culturels, historiques et naturels, offrant ainsi une expérience complète aux visiteurs. L'amélioration de la qualité des services passe aussi par le renforcement de la formation professionnelle, notamment pour les gestionnaires d'hôtels, les agences de voyages et les guides touristiques. Enfin, le tourisme thérapeutique apparaît comme un axe de développement complémentaire. Étroitement lié au thermalisme, il bénéficie de l'existence de huit stations thermales dans le Sud, totalisant plus de 4 000 lits. Ce segment, encore en phase de structuration, représente un potentiel important pour diversifier l'offre et attirer une clientèle à la recherche de bien-être et de soins.

AQUACULTURE MARINE

Plusieurs projets en cours pour promouvoir la production nationale des aliments

Plusieurs projets de développement de l'industrie des intrants et des aliments destinés à l'aquaculture sont en cours de lancement afin de booster l'aquaculture marine, dans le cadre du plan d'action de la filière pour l'année 2026, a affirmé le directeur général de la pêche et de l'aquaculture, au ministère de l'Agriculture, du développement rural et de la pêche, Miloud Triaa. "Le programme 2026 encourage la production locale d'aliments aquacoles afin de réduire le recours aux importations et d'accompagner l'essor de l'aquaculture marine", a indiqué M. Triaa à l'APS. Dans ce sens, il a cité la relance de l'unité de production d'aliments pour poissons et crevettes d'élevage de Ouargla, et ce, dans le cadre d'un programme de coopération avec la Corée du Sud. "Placée sous la tutelle de l'Office national des aliments du bétail (ONAB), cette usine est actuellement en phase d'essais et devra produire des aliments spécifiques, notamment destinés à l'élevage de crevettes", a-t-il ajouté. Évoquant les initiatives privées, le même responsable a cité une usine récemment installée dans la wilaya de Bouira. Baptisée AviFish, cette unité spécialisée dans la fabrication d'aliments pour poissons a déjà entamé la commercialisation de ses produits au profit des aquaculteurs marins, a-t-il fait savoir. S'agissant des alevins, M. Triaa a annoncé qu'un projet est actuellement à l'étude avec un partenaire chinois dans le cadre d'un investissement visant à renforcer la production nationale. Concernant la production nationale issue de l'aquaculture marine, le secteur prévoit de doubler le volume pour l'année 2026 comparativement à l'année précédente, souligne le responsable. "Quelque 50 millions d'alevins ont été ensemencés en 2025, en hausse de 66 % par rapport à l'année précédente", a-t-il relevé, notant que la wilaya de Chlef occupe actuellement la première place au niveau national dans le domaine de l'aquaculture marine. "Le secteur compte actuellement 28 fermes marines en production. La plus grande exploitation dispose de 40 cages d'élevage, tandis que la plus petite en exploite quatre", a-t-il détaillé, soulignant qu'une dynamique d'extension progressive est en cours à travers l'augmentation du nombre de cages et l'ouverture vers de nouvelles zones. Par ailleurs, le secteur a procédé à l'assainissement de cette activité à travers le retrait de concessions maritimes attribuées depuis plusieurs années mais restées inexploitées. "Plusieurs dossiers ont déjà été traités et d'autres sont en cours d'examen", a précisé le responsable. En outre, de nouvelles concessions pourraient être attribuées à des investisseurs actifs ayant formulé des demandes d'extension de leurs projets. Le directeur général a également souligné l'importance de soutenir les pêcheurs à travers des financements adaptés et des crédits sans intérêts, à l'instar des dispositifs existants au profit des agriculteurs. A cet effet, "un nouveau mécanisme de financement est actuellement à l'étude afin d'encourager l'investissement dans ce secteur stratégique", a-t-il conclu.

APS

TIZI-OUZOU

Plus de 17.900
postes d’emplois
créés en 2025

Au total, 17.942 postes d'emploi ont été créés durant l'année 2025 dans la wilaya de Tizi-Ouzou, selon un bilan de la direction locale de l'emploi. Le nombre total des offres d'emploi enregistrées sur la même période s'élevait à 26.549, tandis que 17.942 placements ont été effectués, a précisé la même source. S'agissant des offres non satisfaites, elles sont dues à "l'annulation de certaines offres par les employeurs, à l'absence de profils correspondant parmi les inscrits ou au refus des demandeurs d'emploi de rejoindre les postes proposés", a-t-on expliqué. En matière de création de micro-entreprises à travers les différents mécanismes d'aide à l'emploi mis en place par l'Etat, 825 dossiers ont été financés (49 par l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat - NESDA), et 776 par l'Agence nationale de gestion du microcrédit - ANGEM), générant respectivement 79 et 1224 emplois. Globalement, relève la direction de l'emploi dans son bilan, "les indicateurs principaux de l'emploi au niveau de la wilaya ont connu une amélioration sensible durant l'exercice 2025 comparativement à 2024, avec une hausse de 13,24% pour les offres et 0,40% pour les placements".

OUM EL-BOUAGHI

Réception d’un
poste de
transformation
électrique à Aïn
Fakroun avant la fin
2026

Le projet de réalisation d'un poste de transformation électrique (60/30 kV) dans la commune d'Aïn Fakroun (Oum El-Bouaghi) sera réceptionné "avant la fin de l'année en cours 2026", a-t-on appris mardi auprès de la Direction locale de distribution de l'électricité et du gaz. La mise en service de ce projet, inscrit au titre du programme d'investissement de l'année 2026, viendra renforcer le réseau électrique et améliorer la qualité de service, permettant ainsi d'accompagner la dynamique de développement dans la région, a précisé la responsable du service de communication de cette direction, Nari-man Ben Zlikha, dans une déclaration à l'APS. La même responsable a souligné que l'entrée en exploitation de ce projet, dont le taux d'avancement des travaux a atteint 95%, contribuera à atténuer la pression sur le poste de transformation d'Oum El-Bouaghi (60/30 kV) qui alimente actuellement la commune d'Aïn Fakroun. Il permettra également d'augmenter la capacité de consommation électrique de la wilaya, passant de 370 à 450 MVA (mégavoltampères). Par ailleurs, Mme Ben Zlikha a indiqué qu'une enveloppe financière de 410 millions de DA a été allouée au titre du programme d'investissement (2026) de la direction de distribution d'Oum El-Bouaghi pour le renforcement des postes de transformation ainsi que des réseaux de distribution de moyenne et basse tension à travers les différentes communes.

APS

DJELFA

Entrée en service bientôt d’une unité de transformation industrielle du papier à Aïn Oussera

Le tissu industriel d'Aïn Oussara (Djelfa), sera prochainement renforcé avec la mise en service d'une unité industrielle spécialisée dans la transformation du papier et la production de pâte à papier, dans le cadre du soutien à l'économie nationale et aux investissements structurants apportés par l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI). A cette occasion, une réunion de travail, présidée par M. Djamel Dilmî, a rassemblé les cadres de l'AAPI.

Les modalités de concrétisation de cet investissement ont été examinées et le partenaire chinois a été entendu afin de créer les conditions favorables à la réussite de cette unité industrielle. La délégation de l'Agence a également visité les espaces de production industrielle ainsi que la station d'épuration des eaux usées, ce qui témoigne du respect des aspects environnementaux par le projet d'investissement. A ce sujet, le représentant du partenaire chinois, Kuei Yuli, a déclaré à l'APS, que "la phase d'essai de la première ligne de production de cette unité industrielle débutera dans

les dix prochains jours, avec la transformation et le traitement d'environ 450 tonnes de déchets de carton et la production de près de 350 tonnes de papier par jour". Ce projet prometteur s'étend sur une superficie de 24 hectares dans la zone industrielle d'Aïn Oussera. En moins d'un an, ses principales installations industrielles ont été mises en place grâce à des technologies modernes s'appuyant sur des systèmes respectant les normes internationales en matière de qualité et de traitement de la matière première, le papier. Cette chaîne industrielle répondra dans un premier temps aux besoins du mar-

ché national, puis passera à la phase d'exportation de la matière première et des bobines de papier, selon les explications fournies sur place. Outre sa contribution à la production nationale de papier et à la réduction de la facture d'importation dans ce secteur, le projet permettra de créer, de manière progressive, près de 1500 emplois directs. Cet investissement, dont l'avancement des travaux est amélioré à 99%, a retenu d'un accompagnement dans le cadre de l'amélioration des conditions et du climat d'investissement, selon la même source.

APS

MILA

Réception de 2350 têtes d’ovins importées en prévision de l’Aïd El-Adha 2026

Un total de 2.350 têtes d'ovins importées a été réceptionné au niveau de la wilaya de Mila, en prévision de l'Aïd El-Adha (2026), a-t-on appris mardi auprès des services de la wilaya. Deux (2) lots de moutons, arrivés via les ports des wilayas de Jijel et de Béjaïa, ont été réceptionnés au cours des deux derniers jours, le premier comprenant 750 têtes et le second 1.600 têtes, a précisé la

même source. L'ensemble de ces moutons a été orienté vers les points de regroupement dédiés à leur accueil, leur prise en charge et leur entretien, en attendant le lancement de l'opération de vente et leur remise aux acquéreurs. Le nombre de points de réception des têtes d'ovins importées à travers le territoire de la wilaya s'élève à 14 points, répartis sur les unités de production agricole et les structures re-

levant de la coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS), ont souligné les mêmes services. Par ailleurs, 16 points de vente ont été désignés à travers plusieurs communes de la wilaya, telles que Mila, Tadjenanet, Chelghoum Laïd, Teleghma, Sidi Merouane et Oued Seguen, selon les explications fournies. Les services de la wilaya de Mila ont assuré que toutes les conditions sont

réunies pour accueillir le quota total des têtes d'ovins importées alloué à la wilaya pour l'Aïd El-Adha, estimé à 19. 570 têtes. Concernant l'opération de réservation et de vente, elle s'effectue "exclusivement" via la plateforme numérique lancée par les services du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, "adhahi.dz", a-t-on rappelé.

R.R.

JIJEL

La société AQS prépare le lancement de la 2^e phase du projet d’extension de son usine de Bellara

La société Algerian Qatari Steel (AQS), basée dans la wilaya de Jijel, prépare le lancement de la 2e phase du projet d'extension du complexe de Bellara, qui permettra de fabriquer de nouveaux produits, a indiqué, mardi, son directeur général adjoint, Sofiane Chaïb Setti. S'exprimant dans une déclaration à l'APS, en marge d'une journée d'étude organisée par l'entreprise sur "la sécurité au sein des entreprises et son rôle stratégique dans la protection de l'économie", le même responsable a précisé que les pré-

paratifs en vue du lancement de la 2e phase de l'extension du complexe de Bellara "ont été entamés, ce qui permettra à AQS de proposer de nouveaux produits et de répondre aux demandes du marché national et international". Ajoutant que le lancement proprement dit des travaux d'extension fera "ultérieurement" l'objet d'une annonce officielle, M. Chaïb Setti a affirmé que la société "enregistre une croissance continue, tant au plan de la production que de l'exportation, avec des produits ayant pénétré les marchés de 45

pays en attendant d'atteindre 46 pays au cours de cette semaine". S'agissant de la journée d'étude, le DG adjoint d'AQS a souligné que son objectif est de "mettre en évidence l'importance de la sécurité en entreprise et son rôle dans le soutien et la protection de l'économie nationale" et ce, "à travers l'échange d'expertises et de visions entre différents acteurs, universitaires et experts spécialisés dans le domaine".

Agence

TIZI-OUZOU

Lancement prochain de 24 opérations dans le cadre du programme TUP-HIMO

Vingt-quatre (24) projets inscrits dans le cadre du programme de Travaux d'utilité publique à haute intensité de main-d'œuvre (TUP-HIMO) pour l'année 2026, seront prochainement lancés à travers la wilaya de Tizi-Ouzou, a-t-on appris, mardi, auprès de la direction locale de l'action sociale et de la solidarité (DASS). Piloté par l'Agence de développement social (ADS), ce programme se déploie à travers un ensemble d'opérations relevant principalement des secteurs de l'éducation et des travaux publics, et vise à améliorer le cadre de vie des citoyens dans plusieurs communes de la wilaya. Ce programme, pour lequel un avis de consultation a été lancé hier lundi, porte sur deux volets. Le premier concerne la réhabilitation et l'entretien du réseau routier, avec 13

opérations programmées. Ces chantiers couvrent les communes d'Ait Toudert, Agouni Gueghrane, Assi Youcef et Yatafene. La consistance physique porte notamment sur près de 48 kilomètres de routes. Il s'agit notamment de la réhabilitation de sections de chemins communaux (CC) et de wilaya (CW), essentiels pour le désenclavement des zones rurales, selon la DASS. Il s'agit, entre autres, de tronçons du CW 11 à Ait Toudert, à l'exemple de la section desservant le lycée (2,6 km) et Bouchikar (2,5 km). A cela s'ajoute le chemin communal de Taguemount en direction d'Ait Abdelouhab-bas (4km). Dans la commune d'Agouni Gueghrane, les travaux porteront sur l'entretien des CC Ait El Kaid (12 km), Ait Ighil(4 km), Azounene (2 km), Ait Slimane (1 km) et Agouni Gherghar

(3 km), a-t-on ajouté. A Assi Youcef, le chemin concerné est celui desservant le village Ait El Kacem (5 km), alors qu'à Yatafene, il s'agira des tronçons du CW 11 à hauteur de l'intersection (1,2 km) et de celui menant vers Tala Melloulén (6,4 km). A cela s'ajoute l'entretien de la piste reliant Djedi Moussa à Ighzren (2,1 km). Le deuxième volet du programme TUP-HIMO concerne la réhabilitation et l'entretien des infrastructures scolaires. Au total, 11 établissements scolaires repartis sur les communes de Yakourene, Bouzeguene, Idjeur et Timizart, sont concernés. L'objectif est d'améliorer les conditions de scolarité dans les écoles des villages concernés par ces travaux de proximité, a-t-on souligné.

APS

Structuration du modèle économique de la transition énergétique en Algérie (2026-2030)

3^e partie et fin

L'Algérie entre dans une phase décisive de sa transition énergétique. Avec le lancement opérationnel du programme des 3 200 MW, le pays franchit enfin un seuil attendu depuis longtemps, celui du passage des annonces à la production réelle. Cette évolution mérite d'être soulignée, car elle marque une rupture avec une logique où le solaire restait cantonné à une ambition affichée sans traduction économique concrète. Pour autant, cette avancée, aussi importante soit-elle, ne constitue pas une finalité. Elle pose au contraire une question plus exigeante : que fera l'Algérie de cette énergie une fois produite ?

Par : Sid Ali MOKHEFI

3. Intégration des grands consommateurs d'énergie

L'intégration des grands consommateurs d'énergie constitue le levier le plus visible et le plus immédiat de la transformation. Les usines, les grandes exploitations agricoles, les unités agro-industrielles, les plateformes logistiques et les infrastructures publiques très énergivores doivent être traitées comme des priorités. Il ne faut plus attendre qu'ils viennent au solaire. Il faut construire le cadre qui les y conduit. Un patron d'usine qui veut couvrir une partie de sa consommation par le solaire doit pouvoir déposer un dossier simple, obtenir un accord de raccordement rapide, accéder au financement et connaître, dès le départ, le régime de valorisation de son surplus. La même logique vaut pour les stations de dessalement, dont la consommation électrique est considérable. L'objectif n'est pas de les basculer totalement du jour au lendemain, mais de prévoir une alimentation partielle et progressive par des capacités solaires dédiées. Cela réduit la pression sur le réseau national et améliore la soutenabilité économique de ces infrastructures.

Des projets structurants, comme Baladna, montrent clairement que l'énergie n'est plus un simple poste de charge. Elle est devenue un élément central de la rentabilité. L'intégration solaire dans ce type de projet doit être pensée comme une condition de résilience, de baisse des coûts et de compétitivité à long terme. Ce qui est aujourd'hui présenté comme un exemple doit devenir une référence reproductible.

4. Élargissement progressif de la base de production

Si le modèle reste concentré uniquement sur l'État et sur quelques grands groupes, il restera fragile. Il faut donc ouvrir progressivement le dispositif, de manière encadrée, aux petites structures, aux exploitations intermédiaires, aux activités de service et, à terme, aux particuliers. Cela ne doit pas se faire de façon désordonnée, mais dans un cadre normalisé.

Plus la base de production décentralisée sera large, plus le système gagnera en souplesse, en résilience et en efficacité.

5. Structuration d'une filière industrielle nationale

C'est ici que la politique énergétique devient une politique industrielle. L'État doit utiliser la commande publique et les grands programmes pour créer une demande locale obligatoire.

Les projets solaires de grande taille doivent comporter des cahiers des charges imposant progressivement l'achat local de structures métalliques, de câblage, de montage de modules et, à terme, d'autres



composants stratégiques. La logique doit être progressive, mais ferme. Il ne s'agit pas seulement de consommer du solaire, mais de produire une part croissante de la chaîne de valeur sur le territoire national. L'objectif peut être formulé clairement : aller d'un taux d'intégration de 40 % à 70 % à mesure que la filière monte en puissance. Sans cela, le pays installera des équipements, mais continuera d'exporter la valeur ajoutée.

6. Couplage stratégique eau-énergie-alimentation

Le développement de projets intégrés, notamment autour du nexus Eau-Énergie-Alimentation, constitue un levier majeur, particulièrement dans les régions du Sud. Le solaire doit alimenter les pompes d'irrigation, les systèmes de stockage frigorifique, certaines unités de transformation et, lorsque cela est possible, des installations liées au dessalement. Ce couplage eau-énergie-production est le seul moyen de transformer durablement les zones arides en espaces productifs et compétitifs. Le solaire cesse alors d'être un simple sujet électrique. Il devient un facteur direct de productivité, de baisse des coûts et de potentiel exportateur.

7. Certification, normalisation et qualité

Là encore, il ne faut pas rester dans le principe. Il faut un outil. Le marché doit être protégé contre les équipements de faible qualité, les installations mal exécutées et les opérateurs peu qualifiés. Il est donc nécessaire de mettre en place un cadre national de certification, appuyé par un laboratoire technique ou une structure de référence capable d'homologuer les équipements, de certifier les installateurs et de contrôler les installations. Cette exigence protège les investisseurs, sécurise le réseau, valorise les bons opérateurs et crédibilise la filière nationale.

8. Gouvernance et régulation

La réussite du modèle repose sur la coordination.

- Le ministère doit assurer la cohérence stratégique.
- La CREG doit stabiliser le cadre économique.
- Sonelgaz doit faciliter l'intégration technique, notamment via un guichet unique de l'autoproduction.
- Les banques doivent assurer le financement.

La neuvième étape pratique, souvent décisive, consiste justement à unifier le parcours de l'investisseur.

Un porteur de projet ne doit pas avoir à courir entre le ministère, la CREG, Sonelgaz, la banque et les organismes de certification. Il faut donc mettre en place un Guichet Unique de la Transition Énergétique. L'investisseur y dépose son dossier. Il y obtient, dans un même circuit, son accord de principe, son schéma de raccordement, sa validation technique, sa certification et l'orientation vers le financement bancaire. Ce guichet devient l'outil central d'exécution.

Il réduit les délais, simplifie les procédures et garantit que chaque mégawatt installé sur le terrain se traduise par de l'emploi local, par une baisse de la facture énergétique et par une création de valeur nationale.

VI. Impacts macroéconomiques attendus

La mise en œuvre de ce modèle permettrait une réduction significative des coûts énergétiques pour les entreprises, une amélioration de la compétitivité industrielle, le développement d'une filière nationale intégrée, la création de capacités exportatrices en ingénierie et maintenance, une meilleure résilience du système énergétique et une transformation du Sud en pôle productif. Elle permettrait surtout de transformer une ressource naturelle abondante en moteur durable de création de richesse.

La mise en œuvre de cette séquence permettrait, en outre, de lever les principaux freins à l'investissement, d'élargir la base de production, de réduire les coûts énergétiques des entreprises et d'accélérer la structuration d'une filière industrielle nationale.

Elle renforcerait également la compétitivité agricole, améliorerait la résilience du système électrique et soutiendrait la sécurité hydrique dans les régions les plus exposées.

Elle contribuerait enfin à réduire la dépendance technique vis-à-vis de l'extérieur grâce au transfert de savoir-faire en maintenance, en ingénierie et en exploitation.

VII. Conclusion

L'Algérie dispose aujourd'hui de tous les éléments nécessaires pour réussir sa transition énergétique. Le défi n'est plus technique. Il est désormais économique, institutionnel et opérationnel. Il ne s'agit plus seulement de produire de l'électricité solaire, mais d'organiser l'économie qui peut naître autour de cette énergie, en transformant l'avantage naturel en avantage compétitif industriel. Le choix est désormais clair : rester dans une logique d'optimisation du système existant ou construire un modèle économique structuré et souverain. C'est dans cette exécution concrète que se joue la réussite ou l'échec du modèle.

Bio express

Sid Ali Mokhefi est un entrepreneur et dirigeant algérien dont l'action est dédiée à la structuration industrielle nationale et à la transition vers une économie verte et souveraine. Ancien président-directeur général d'EDIELEC, il s'est imposé dès 2009 comme un précurseur des solutions énergétiques durables en Algérie en développant des systèmes d'éclairage public hybrides combinant le solaire, le micro-éolien et la technologie LED pour réduire la dépendance énergétique des territoires.

IRAK

Un deuxième pétrolier arrive en Irak depuis le blocage du détroit d’Ormuz

Un pétrolier est arrivé sur les terminaux pétroliers irakiens dans la province de Bassora, a-t-on appris auprès d’un responsable des autorités portuaires. Il s’agit du 2e pétrolier à arriver depuis l’arrêt du trafic dans le détroit stratégique d’Ormuz consécutif à la guerre au Moyen-Orient, déclenchée fin février. L’Irak « n’a reçu qu’un seul pétrolier » vendredi, a déclaré ce responsable à l’AFP. Bagdad avait annoncé être parvenu à un accord avec les États-Unis et l’Iran afin de réduire l’impact du blocus du détroit d’Ormuz sur les exportations pétrolières irakiennes. Le 17 avril, l’Irak avait reçu un pétrolier pour charger deux millions de barils de pétrole irakien, le premier à arriver après la fermeture de cette voie maritime vitale par où transitaient avant le conflit 20% du pétrole et du gaz naturel liquéfié (GNL) mondiaux. L’Irak, qui tire plus de 90% de ses revenus de l’or noir, ne peut actuellement maintenir qu’une fraction de ses exportations du fait des perturbations liées à la guerre. Membre fondateur de l’alliance des pays exportateurs de pétrole, Opep, l’Irak dépend fortement de ses exportations d’or noir, qui représentent environ 90% de ses recettes budgétaires. Avant le début de la guerre régionale le 28 février, la majeure partie de sa production — environ 3,5 millions de barils par jour en temps normal — était exportée par le Golfe, et donc par Ormuz. Désormais, l’Irak a commencé à exporter par camions-citernes via la Syrie et a repris les exportations de 250 000 barils par jour via l’oléoduc de la région du Kurdistan qui mène au port turc de Ceyhan. Agence

TUNISIE

Le parlement approuve cinq projets solaires pour près de 600 mw et un investissement de 1,64 milliard de dinars

Le Parlement tunisien a adopté, mardi soir en séance plénière, cinq projets de loi relatifs à des accords de concession pour la production d’électricité à partir de l’énergie solaire photovoltaïque, dans plusieurs régions du pays. Cette décision s’inscrit dans la stratégie nationale visant à accélérer la transition énergétique et à réduire la dépendance aux énergies fossiles importées.

Par Rédaction économique

Les députés ont approuvé les différents projets avec des majorités variables. Le projet de la centrale photovoltaïque de Khebnâ (Sidi Bouzid) a été adopté avec 73 voix pour, 9 abstentions et 33 contre. Celui de Mazzouna (Sidi Bouzid) a recueilli 75 voix favorables, 9 abstentions et 33 oppositions. À Gafsa, le projet de la centrale d’El Ksour a été validé par 72 voix pour, 8 abstentions et 32 contre, tandis que celui de Sagdoud a obtenu 70 voix pour, 8 abstentions et 30 contre. Enfin, la centrale de Menzel Habib (Gabès) a été approuvée avec 72 voix pour, 10 abstentions et 32 contre.

Cinq centrales pour près de 600 mw

Les projets concernent cinq centrales répar-ties dans les gouvernorats de Sidi Bouzid, Gafsa et Gabès, pour une capacité totale d’environ 598 mégawatts. L’investissement global est estimé à 1,64 milliard de dinars. Dans le détail : Khebnâ (Sidi Bouzid) : 198 MW, pour un coût de 500 millions de dinars - Mazzouna (Sidi Bouzid) : 100 MW, pour 270 millions de dinars - El Ksour (Gafsa) : 100 MW, pour 260 mil-lions de dinars - Sagdoud (Gafsa) : 100 MW, pour 305 mil-lions de dinars - Menzel Habib (Gabès) : 100 MW, pour un coût similaire

Une production moins coûteuse que le gaz

Les autorités misent sur ces projets pour ré-duire le coût de production de l’électricité. Les tarifs de vente de l’énergie solaire issue de ces centrales devraient se situer entre 98,8 et 124,4 millimes par kilowattheure, soit environ un tiers du coût de production basé sur le gaz naturel importé, estimé à près de 300 mil-limes/kWh. L’électricité produite sera vendue exclusive-ment à la Société tunisienne de l’électricité et du gaz (STEG), dans le cadre de contrats de concession.

Un impact attendu sur les importations énergétiques

Ces projets devraient permettre une écono-mie en devises estimée à 246 millions de di-nars, tout en réduisant les importations de gaz naturel d’environ 13,3 % par rapport aux ni-veaux enregistrés en 2024. Certaines centrales affichent également des performances spécifiques. Le projet d’El Ksour, par exemple, devrait produire 260 GWh par an, générant une économie annuelle d’environ 52 millions de dinars en devises. Les projets de Sagdoud et de Menzel Habib pour-raient chacun atteindre une production an-nuelle d’environ 280 GWh, avec une réduction estimée à 56 000 tonnes équivalent pé-trole par an.

Des contrats encadrés sur le long terme

Les accords prévoient une durée de conces-

sion de 25 ans, non renouvelable pour la ma-jorité des projets. La centrale de Sagdoud fait exception, avec une durée initiale de 20 ans, pouvant être prolongée de 10 ans supplémen-taires. À l’issue des contrats, les installations seront transférées à la STEG pour un dinar symbo-lique, ou démantelées aux frais des investis-seurs avec remise en état des sites. Des avantages fiscaux et des garanties juri-diques Les investisseurs bénéficieront d’une exonéra-tion de l’impôt sur les sociétés pendant 5 ans, portée à 10 ans pour le projet de Sagdoud. Les contrats sont régis par le droit tunisien, avec des mécanismes de règlement des diffé-rends pouvant inclure l’arbitrage international à Genève, avant un éventuel recours aux juri-dictions tunisiennes après remboursement des financements. Un débat politique autour de la souveraineté et des coûts Lors des discussions, les positions des députés ont divergé. Les partisans des projets ont mis en avant leur rôle stratégique dans le renfor-cement de la sécurité énergétique, la réduction des coûts de production et le développe-ment régional. À l’inverse, les opposants ont soulevé des in-terrogations sur la transparence des tarifs, leur adéquation avec la baisse mondiale des coûts du solaire, ainsi que sur certaines clauses liées à l’arbitrage international, jugées sensibles en termes de souveraineté. Des préoccupations ont également été exprimées concernant l’utilisation de terres agricoles.

MAURITANIE

Quatre candidats en lice pour les licences 5GFACEBOOK

Environ 27 % de la population mauritanienne n’était pas cou-verte par la 4G en 2024, selon l’UIT. Par ailleurs, près de 54 % de la population n’utilisait pas Internet. La Mauritanie franchit une nouvelle étape vers l’introduction de la 5G. Le régulateur télécoms a annoncé avoir reçu quatre dossiers d’opérateurs et de fournisseurs d’accès à Internet (FAI), jugés techniquement conformes à l’issue de l’appel d’offres

clôturé le 30 mars. Dans un commu-niqué, l’Autorité de régulation (ARE) précise les scores obtenus par les candidats à l’évaluation technique. L’opérateur Mattel arrive en tête avec 81 points sur 100, suivi de Mauritel (76 points) et Chinguitel (72 points). Le FAI Rimatel a obtenu 71 points.

Une préparation déjà engagée

La Mauritanie poursuit sa préparation

au déploiement commercial de la 5G. L’appel d’offres pour l’attribution des licences, lancé le 2 décembre, devait initialement s’achever le 15 janvier, avant d’être successivement reporté au 17 puis au 30 mars. Au total, jusqu’à quatre licences devraient être attribuées. Cette dynamique s’inscrit dans les priorités des autorités pour l’année 2026. En janvier, lors de la présenta-tion du programme d’action annuel du

gouvernement, le Premier ministre, El Moctar Ould Djay, a en effet cité l’in-troduction de la 5G parmi les chan-tiers majeurs, avec la finalisation du processus d’octroi des licences pour la mise en place et l’exploitation des réseaux, ainsi que la mobilisation des investissements nécessaires à leur mise en service.

R I.

EGYPTE

Le Caire mise sur les mégaprojets pour surpasser les effets de la crise régionale et attirer les IDE

Dans un contexte régional plein d’incertitudes, le gouvernement égyptien multiplie les signaux d’apaisement destinés à rassurer les in-vestisseurs internationaux et maintenir le flux d’IDE (investissements directs étrangers) vers le marché local. Lors d’une conférence de presse qu’il a animée à la Nouvelle capitale adminis-trative du pays, le Premier ministre, Mostafa Madbouly, a ainsi mis en avant la résilience de l’économie locale, en dé-clarant que « l’Egypte demeure une des-tination privilégiée et stable, capable d’offrir des rendements élevés malgré les

soubresauts géopolitiques qui agitent la région ». Cette volonté de s’afficher comme « un îlot de sécurité » s’appuie ainsi sur une politique de grands projets d’infrastructures de différents types, destinés à « transformer le visage urbain et économique du pays ». Cependant l’annonce la plus spectaculaire de cette sortie médiatique concerne le lancement du projet immobilier et urbain aux di-mensions titanesques situé dans le Nou-veau Caire et baptisé « The Spine ». Ce chantier géant représente en effet un investissement global estimé à 1 400 milliards de livres égyptiennes, soit près

de 27 milliards de dollars. Au-delà de l’ampleur de son aspect architectural, ce projet incarne « une stratégie de moder-nisation profonde », étant donné qu’il ne se contente pas de redessiner les contours de la ville, mais vise avant tout à dynamiser le marché du travail, ont analysé des médias locaux. Pour cela, le gouvernement prévoit à travers ce mégaprojet la création de 50 000 emplois directs, auxquels viendront s’ajouter plus de 100 000 emplois indi-rects, offrant ainsi une bouffée d’oxy-gène aux populations locales en âge de travailler et confrontées à un chômage

endémique. Dans le même sillage, le Premier ministre égyptien a souligné le rôle moteur de la Zone économique du canal de Suez dans l’attractivité du pays, la présentant comme un « pôle straté-gique » qui continue de capter des flux financiers importants, à la faveur de nombreux accords signés récemment avec des partenaires internationaux. Pour Mostafa Madbouly, la multiplica-tion de ces contrats industriels est « la preuve tangible de la confiance que les marchés mondiaux placent dans la sécu-rité du territoire égyptien ».

R I.

DETTE PUBLIQUE

L’Afrique confirme son désendettement progressif en 2025

En pourcentage du PIB, la dette publique de l’Afrique reste globalement élevée malgré une tendance baissière perceptible depuis quelques années. En revanche, l’endettement des ménages et des entreprises reste relativement modéré au regard de celui constaté dans les économies développées.

Synthèse R I/Agence

Le ratio moyen dette publique/PIB en Afrique a poursuivi sa tendance baissière amorcée ces dernières années pour s’établir à 62,8% à la fin de l’année 2025 contre 63,7% à la même date de 2024, grâce notamment à des efforts continus d’assainissement budgétaire, selon le rapport « Global Debt Monitor » publié le mercredi 25 février par l’Institut de la finance internationale (IFF), une association de grandes banques basée à Washington. Les pays du continent qui affichaient les niveaux les plus élevés de la dette publique rapportée au PIB à la fin de l’année écoulée sont le Sénégal (122,9%), la Zambie (107,2%), le Mozambique (97,2%), la République du Congo (93,1%), la Tunisie (80,6%) et l’Afrique du Sud (79,4%). L’Afrique n’affiche pas cependant des niveaux élevés en matière d’endettement des ménages, des entreprises financières et des entreprises non financières. L’endettement des ménages ne représentait que 13,6% du PIB du conti-

nent au quatrième trimestre 2025, contre 19,3% pour les entreprises non financières et 9,5% pour les entreprises financières. Ces taux sont largement inférieurs aux moyennes des marchés matures (Etats-Unis, Zone euro, Japon, Royaume-Uni, France, Italie, Allemagne, Canada). Ces moyennes se situent à 67,2% pour l’endettement des ménages, contre 96% pour les entreprises financières et 87,4% pour les entreprises non financières.

Dette mondiale : les États en première ligne

A l’échelle mondiale, la dette a atteint un niveau record de 348 000 milliards de dollars à la fin de l’année écoulée, en hausse de 29 000 milliards de dollars par rapport à la fin de l’année précédente, soit la plus forte hausse annuelle depuis le début de la pandémie de Covid-19 lorsque les réponses à la crise sanitaire avaient provoqué une accumulation sans précédent de la dette mondiale. Les gouvernements ont contribué à hauteur de plus de 10 000 milliards de dollars à cette

hausse. Les États-Unis, la Chine et la zone euro se trouvent sur le podium des principaux contributeurs à l’envolée de la dette publique. Plus généralement, le cycle mondial de la dette est désormais moins influencé par les ménages ou les entreprises que par les déficits budgétaires persistants des grandes économies, les marchés obligataires ayant absorbé des émissions record de titres de créance au début de l’année. La dette publique mondiale s’élevait à environ 106 700 milliards de dollars à la fin de l’année écoulée, tandis que la dette des entreprises non financières atteignait environ 100 600 milliards. Les dettes des ménages ont augmenté de manière plus modérée, pour atteindre 64 600 milliards de dollars, contre 76 400 milliards pour les entreprises financières. En pourcentage du PIB, la dette mondiale a légèrement diminué pour s’établir à environ 308 % du PIB en 2025. Les ratios d’endettement des marchés émergents ont cependant continué à grimper, atteignant un niveau record supérieur à 235 % du PIB.

CÔTE D’IVOIRE

La future mine d’or Assafou coutera finalement 1 milliard USD

Cent tonnes d’ici la prochaine décennie. C’est l’objectif que s’est fixé la Côte d’Ivoire, sur fond d’accélération des investissements dans le développement de nouveaux projets aurifères. Parmi ceux-ci figure notamment Assafou qui s’annonce aussi comme l’une des futures grandes mines du pays. Le groupe minier Endeavour Mining a publié, jeudi 23 avril, les résultats de l’étude de faisabilité définitive (DFS)

de son projet aurifère Assafou, en Côte d’Ivoire. Cette étape confirme la viabilité économique de cette future grande mine, dont le coût d’investissement est désormais estimé à 1,06 milliard USD. À titre de comparaison, cette enveloppe est nettement supérieure aux 734 millions USD estimés dans l’étude de préfaisabilité (PFS) publiée en 2024. Endeavour Mining explique cette hausse par des ajustements apportés aux infrastructures du

site, notamment au niveau de l’usine de traitement. Ces fonds devraient permettre le développement d’une nouvelle mine d’une production annuelle moyenne de 257 000 onces d’or sur une durée de 16 ans, avec un pic à 320 000 onces durant les huit premières années d’exploitation. Le projet affiche une valeur actuelle nette (VAN) de 2,1 milliards USD et un taux de rendement interne (TRI) de 28 %, sur la base d’un prix

consensuel de l’or fixé à 2 500 USD l’once. Pour Endeavour Mining, ce profil conforte ses ambitions de croissance en Afrique de l’Ouest, où elle exploite déjà les mines Ity et Lafigué en Côte d’Ivoire, Houndé et Mana au Burkina Faso, ainsi que Sabodala-Massawa au Sénégal. La société anticipe une croissance organique de sa production globale d’environ 36 % entre 2024 et 2030.

Agence

RDC

PHC vise sa propre raffinerie d’huile de palme d’ici 2028

PHC veut franchir une nouvelle étape : après l’huile brute, le groupe palmier congolais prépare sa propre raffinerie pour capter davantage de valeur sur un marché national en déficit chronique. Plantations et Huileries du Congo (PHC), contrôlée à environ 76,2 % par Kuramo Capital Management depuis 2020, prévoit de se doter de sa propre raffinerie d’huile de palme. Dans un entretien accordé au magazine Forbes Afrique, publié en avril 2026, sa directrice générale, Monique Gieskes, affirme que cette unité « sera opérationnelle dans les deux prochaines années », ce qui situe le projet à l’horizon 2028.

Selon la dirigeante, ce projet s’inscrit dans une stratégie d’intégration complète de la chaîne de valeur. Jusqu’ici, PHC produisait principalement de l’huile de palme brute et de l’huile de palmiste, vendues notamment à des raffineurs basés à Kinshasa et dans le Kongo Central. L’entreprise entend désormais raffiner elle-même une partie de sa production, tout en continuant à approvisionner ses clients actuels en huile brute. Ce choix permettrait à PHC de capter une plus grande part de la valeur ajoutée sur le marché congolais. À ce stade, la capacité de la future raffinerie n’a pas été rendue publique. Cette intégration suppose toutefois une hausse de la production. Mais les données communiquées par

Monique Gieskes montrent une stagnation depuis deux ans. Après avoir atteint 80 000 tonnes d’huile en 2023, la production est annoncée à 81 000 tonnes en 2025. PHC maintient néanmoins son objectif d’atteindre 100 000 tonnes à l’horizon 2026. L’entreprise dispose de trois sites industriels situés à Boteka (Équateur), Yaligimba (Mongala) et Lokutu (Tshopo). D’après sa directrice générale, ses concessions couvrent environ 106 000 hectares, dont 30 000 hectares plantés en palmiers à huile. Ce foncier encore inexploité est présenté comme un levier potentiel d’expansion.

Agence

FACE AUX TENSIONS SUR LE CARBURANT

Madagascar prolonge l’état d’urgence énergétique

Début avril, les autorités malgaches ont annoncé l’urgence énergétique alors que des tensions croissantes sur l’offre en carburant perturbent le marché. Des ruptures ponctuelles dans certaines stations-service ont également suscité des inquiétudes sur la continuité de la distribution nationale. Alors que les tensions persistent sur l’approvisionnement en carburant, les autorités malgaches ont décidé de prolonger l’état d’urgence énergétique pour 15 jours supplémentaires. La mesure adoptée jeudi 23 avril en Conseil des ministres,

vise à encadrer un marché sous pression, marqué par des perturbations observées dans plusieurs stations-service du pays ces dernières semaines. Dans ce cadre, le gouvernement maintient un dispositif exceptionnel de régulation. Celui-ci permet notamment de fixer les prix à la pompe et d’intervenir directement dans la chaîne d’approvisionnement. Les autorités jouissent ainsi de marges d’action élargies pour coordonner les importations et encadrer la distribution sur le territoire. En même temps, les opérateurs pétroliers continuent d’évoluer

sous contrainte réglementaire. Le mécanisme automatique d’ajustement des prix reste suspendu. Une décision destinée à empêcher une répercussion immédiate des fluctuations internationales sur les tarifs domestiques. Les tensions trouvent leur origine dans des difficultés logistiques et financières affectant l’importation de produits pétroliers. Les autorités évoquent également un environnement international marqué par des hausses de coûts et des délais d’approvisionnement prolongés. Cette prolongation s’inscrit dans la continuité des mesures adoptées il

y a un peu plus de deux semaines pour stabiliser le secteur.

Prix des carburants et écart avec les prix internationaux

Pour avril 2026, l’Office Malgache des Hydrocarbures a maintenu les tarifs réglementés à la pompe au même niveau qu’en mars. Ainsi, le gasoil s’affiche à 4 660 ariarys le litre (environ 1,12 dollar), l’essence ordinaire à 4 900 ariarys (1,18 dollar) et le pétrole lampant à 3 510 ariarys (0,85 dollar). R.I.

ZONE CFA
Le nouveau moteur secret du groupe UBA

Pendant deux ans, la dévaluation du naira a masqué une réalité que les chiffres 2025 rendent impossible à ignorer : les filiales de la zone franc sont devenues le principal centre de profit du groupe United Bank for Africa (UBA). Une transformation silencieuse, construite depuis plusieurs années, qui redessine la géographie financière de l’une des plus grandes banques du continent. Les résultats annuels de United Bank for Africa (UBA) pour l’exercice 2025, publiés en février 2026 sur la place de Lagos, ont suscité une lecture quasi unanime : le groupe a enregistré une chute de 47 % de son bénéfice net, de 766 milliards de nairas (557 millions USD) à 405 milliards de nairas. La maison-mère nigériane, plombée par la normalisation des taux de change et une hausse brutale des provisions sur créances, a affiché un résultat avant impôt proche de zéro. Lecture correcte, mais incomplète. Car pendant que l’attention se fixait sur Lagos, les états financiers condensés des filiales racontaient une tout autre histoire. Les filiales de la zone CFA (UEMOA et CEMAC confondues) ont dégagé en 2025 un bénéfice net cumulé de 323 milliards de nairas, soit 80 % du résultat net consolidé du groupe. Une proportion sans précédent dans l’histoire récente d’UBA, qui place la zone franc au cœur de la rentabilité d’un groupe dont le siège, les régulateurs et les actionnaires majoritaires sont nigérians. Pour mesurer l’ampleur de la transformation, il faut remonter à 2020, où, avant même la dévaluation du naira, la zone CFA représentait 35 % du résultat net consolidé d’UBA. Un an plus tard, les filiales CFA généraient collectivement 47 milliards de nairas de bénéfice net, soit 40 % du résultat groupe. C’était déjà significatif. En 2022, la contribution absolue progressait légèrement à 52 milliards, mais sa part relative reculait à 31 %, portée par une accélération de la rentabilité nigériane. Puis vint 2023.

BOURSE ZURICH

Ouverture en hausse, UBS en soutien

La Bourse suisse a démarré la séance de mercredi du bon pied, le poids lourd UBS soutenant les indices, alors que Wall Street a terminé en repli la veille. Les investisseurs, toujours prudents dans le contexte de l'impasse autour du détroit d'Ormuz, se concentreront sur la décision de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed) en soirée.

R I/AGENCE

Outre la décision de la Fed, le marché attend la publication des résultats des géants technologiques comme Alphabet, Microsoft, Amazon et Meta Platforms. Dans le même temps, la hausse persistante du pétrole, liée à l'impasse autour du détroit d'Ormuz, commence à remettre en question la résilience des actifs risqués, dans un environnement où le choc d'offre énergétique domine à nouveau, observe John Plassard, associé de la banque Cité Gestion.

Du côté de Wall Street, les principaux indices américains ont clôturé mardi dans le rouge, après plusieurs semaines de progression tirée par la thématique de l'intelligence artificielle. Les investisseurs ont pu frémir à la lecture d'un article du Wall Street Journal pointant des fragilités chez OpenAI. Selon le quotidien, la société n'atteint pas ses objectifs internes en termes de revenus et d'utilisateurs, ce qui soulève des doutes sur la soutenabilité de ses investissements massifs.

La tendance a aussi été impactée par la poursuite de la progression du prix du baril de pétrole, avec un Brent qui a dépassé mardi les 112 dollars et enchaînant une septième séance consécutive de hausse, signe d'un marché sous tension extrême. Le marché attend fébrilement la réponse de Donald Trump à la dernière proposition iranienne, dans un contexte où le blocage reste total sur la question du nucléaire.

Mais au-delà du choc géopolitique, un élément encore plus structurant vient bouleverser l'équilibre du marché : la décision des Émirats arabes unis de quitter l'OPEP, remettant en cause la cohésion même du cartel. Avec une production proche de 4 millions de barils par jour et une ambition d'atteindre 5 millions d'ici 2027, cette sortie introduit une incertitude majeure sur la capacité de l'OPEP à stabiliser les prix.

A la Bourse suisse, le SMI, après avoir entamé la séance en hausse de 0,37%, cédaît quelques points dans les premiers échanges, l'indice phare notant peu avant 09h15 à 13'175,60 points, soit une progression de 0,21%. Le SLI faisait à peine mieux, gagnant 0,24% à 2104,59 points, alors que l'indicateur élargi SPI s'étoffait de 0,15% à 18'564,92 points.

Sur les trente valeurs constitutives du Swiss Leader Index, quatorze perdaient du terrain et autant en gagnaient, alors que Givaudan et Sonova faisaient du surplace.

En haut de tableau, le poids lourd bancaire UBS (+4,4%) avait pris les devants, à la lutte avec VAT Group (+4,1%). Le numéro un bancaire helvétique a vu son bénéfice net décoller de 80% sur un an à 3,0 milliards de dollars entre janvier et fin mars, tirant profit d'une solide activité de la clientèle et d'afflux de capitaux.

Quant au titre de l'équipementier st-gallois en pompes à vide, il bénéficiait de relèvements d'objectifs de cours de la part d'UBS et Goldman Sachs. Sur la 3e marche du podium provisoire, Strau-

mann gagnait 2,6%. Le spécialiste des implants dentaires a réalisé un chiffre d'affaires de 672,5 millions de francs suisses au premier trimestre 2026, soit une croissance organique de 7,1%, dépassant ainsi le consensus des analystes qui tablaient sur une croissance organique de 6,3% et des revenus de 670 millions.

Le gestionnaire de fortune Julius Bär (+1,9%), le fabricant d'ascenseurs et escaliers mécaniques Schindler (+1,2%) et celui d'accessoires et périphériques informatiques Logitech (+11%) étaient également recherchés. Les trois autres poids lourds de la cote soit les deux mastodontes pharmas Roche (-0,4%) et Novartis (+0,1%) ainsi que le numéro un mondial de l'alimentation Nestlé (-

0,5%) évoluaient de manière contrastée, seul Novartis parvenant à afficher quelques gains.

En fonds de classement, Sandoz Group (-4,1%) héritait de la lanterne rouge, quand bien même le géant des médicaments de substitution a augmenté son chiffre d'affaires au premier trimestre 2026. Il était précédé par le gestionnaire d'actifs Partners Group (-1,6%) et le groupe de luxe Richemont (-1,6%).

Sur le marché élargi, Also s'envolait de 7,1%. Le grossiste en matériel et logiciels informatiques a augmenté ses recettes au premier trimestre 2026, porté par l'activité en plein essor de ses plateformes numériques. La direction a confirmé ses prévisions de rentabilité pour l'ensemble de l'année.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA					
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
Cours du : 29 Avril 2026 Valeur : 01 Mai 2026					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		132.4289	132.4439
1	EUR	EURO		154.9286	154.9594
1	GBP	POUND STERLING		178.7647	178.8332
100	JPY	JAPANESE YEN		82.9391	82.9537
1	CNY	CHINESE YUAN		19.3850	19.3878
1	CHF	SWISS FRANC		167.7589	167.8205
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		96.7977	96.8370
1	DKK	DANISH KRONE		20.7296	20.7339
1	SEK	SWEDISH KRONA		14.2899	14.2943
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		14.2134	14.2177
1	AED	UAE DIRHAM		36.0537	36.0598
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.3068	35.3127
1	KWD	KUWAITI DINAR		431.9273	432.1171
1	TND	TUNISIAN DINAR		45.2009	45.6552
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.2973	14.2989
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.8166	20.9232
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3216	3.3319
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		181.3417	181.3417

ASIE

Les Bourses progressent, le pétrole recule

Les marchés asiatiques progressent mercredi tandis que le pétrole hésite, après un plus haut atteint la veille. Après avoir commencé la journée asiatique en légère hausse, le Brent, référence mondiale, reculait vers 03H10 GMT de 0,15% à 111,09 dollars le baril. Le West Texas Intermediate, qui sert de référence américaine, avait également franchi la barre des 100 dollars mardi pour la première fois en deux semaines.

Mais il se repliait mercredi de 0,62% à 99,31 dollars le baril.

Mercredi, les places asiatiques s'affichaient

plutôt en hausse.

Tandis que la bourse de Tokyo est fermée pour cause de jour férié, Hong Kong gagnait 1,24% à 25.999 points à 03H10 GMT.

Le Kospi à Séoul prenait 0,13% à 6.649 points et l'indice composite de Shanghai progressait de 0,35% à 4.092 points.

Est également très suivie une réunion de la banque centrale américaine (Fed), qui a débuté mardi et doit s'achever mercredi. L'or restait stable (-0,08%) à 4.599,84 dollars l'once.

APS

MALGRÉ LES BONS RÉSULTATS DE TOTALENERGIES

La Bourse de Paris sur ses gardes

La Bourse de Paris reste sur ses gardes malgré les bons résultats de TotalEnergies salués timidement par les investisseurs qui attendent le verdict des géants de la tech aux Etats-Unis et les réunions de la Banque centrale européenne (BCE) et de la Réserve fédérale américaine (Fed).

A 10H30, l'indice CAC 40 reculait de 37,72 points (-0,47%) à 8.066 points, sur la même pente que la veille à la clôture (-0,46% à 8.104,09 points, en recul de 37,83 points).

"Les marchés mondiaux naviguent entre un équilibre fragile marqué par une croissance résiliente, des tensions géopolitiques persistantes et des banques centrales prudentes", résument les analystes de la banque privée UBP.

Les investisseurs attendent jeudi l'issue de la réunion de la Réserve fé-

dérale américaine (Fed), qui sera vraisemblablement la dernière de son patron Jerome Powell. La réunion de la Banque centrale européenne (BCE) suivra jeudi.

Les deux institutions ne devraient toutefois pas toucher à leur taux directeur mais devraient émettre des commentaires sur les risques d'inflation.

En attendant, le taux d'intérêt lié à la dette française affichait un rendement de 3,74% sur dix ans, en légère hausse par rapport à la veille (3,72%).

Les marchés sont par ailleurs encore sensibles aux prix du pétrole, qui progressaient de près de 3%. A 10H30, le baril de Brent s'échangeait à 114.52 dollars (+2,93%). Le WTI américain repassait le seuil des 100 dollars (102.83, +2,90%).

"Cette hausse s'explique par l'attente

fébrile de la réponse de Donald Trump à la dernière proposition iranienne", décrypte John Plassard de Cité Gestion.

"Un élément encore plus structurant vient bouleverser l'équilibre du marché: la décision des Émirats arabes unis de quitter l'OPEP, remettant en cause la cohésion même du cartel", ajoute-t-il.

Paris et les autres places boursières attendent enfin avec impatience les résultats des géants de la tech aux Etats-Unis mercredi et jeudi, sur fond de retour des interrogations quant à la rentabilité de l'IA.

Le créateur de ChatGPT, Open AI, peine en effet à atteindre ses résultats en termes de revenus et d'utilisateurs, selon une information du Wall Street journal publiée mardi, avant les résultats de Microsoft, Meta, Amazon, Alphabet mercredi,

puis Apple jeudi.

Cette information a ravivé les "doutes concernant la rentabilité des investissements dans l'intelligence artificielle", selon l'entreprise d'investissements Aurel BGC.

OpenAI se trouve en effet "au centre d'un écosystème de l'IA pesant plusieurs centaines de milliards de dollars et regroupant les plus grands noms mondiaux, parmi les mieux valorisés", souligne Ipek Ozkardeskaya, analyste pour Swissquote.

TotalEnergies progresse doucement, Airbus décolle

TotalEnergies prenait 0,31% à 78,51 euros l'action, après l'annonce d'un bénéfice net en forte hausse de près de 50% à 5,8 milliards de dollars au 1er trimestre, marqué par la flambée des prix du baril et à la pompe.

Du côté d'Airbus, les investisseurs ont préféré voir le verre à moitié plein, malgré des résultats contrastés publiés mercredi(chiffre d'affaires à 12,65 milliards d'euros, en recul de 7% par rapport à la même période de l'année dernière).

Son titre progressait de 1,77% à 169 euros.

Le fabricant de micro-processeurs STMicroelectronics (+3,33% à 43,60 euros) poursuit lui sa marche en avant, insensible aux doutes sur l'intelligence artificielle. Le premier gestionnaire d'actifs en Europe, Amundi (+5,66% à 80,25 euros), a enregistré une hausse de ses encours et de ses bénéfices au premier trimestre, malgré la baisse des marchés en mars en raison de la guerre au Moyen-Orient.

ESPAGNE

L'inflation ralentit en avril, à 3,2%, malgré “la pression à la hausse” des prix à la pompe

L'inflation a légèrement ralenti en avril en Espagne, s'établissant à 3,2%, contre 3,4% en mars, malgré «la pression à la hausse» des prix à la pompe en pleine guerre au Moyen-Orient, selon une estimation provisoire publiée mercredi par l'Institut national des statistiques (INE).

R I/Agence

«Cette évolution est due principalement aux prix de l'électricité, qui diminuent davantage qu'en avril 2025», a précisé l'INE dans un communiqué. L'organisme public a toutefois souligné que «les prix des carburants et lubrifiants pour véhicules particuliers exercent une pression à la hausse», malgré le plan d'urgence de cinq milliards d'euros mis en place par le gouvernement pour atténuer les effets économiques de la guerre au Moyen-Orient sur les prix à la pompe.

Dans ce contexte international incertain, l'inflation avait bondi de plus d'un point au mois de mars en Espagne pour atteindre 3,4%, selon l'INE, par rapport aux 2,3% enregistrés en février. Ces dernières semaines, les marchés énergétiques mondiaux ont été ébranlés par la fermeture du détroit d'Ormuz, voie maritime vitale pour les exportations de pétrole et de gaz en provenance du Golfe, riche en ressources énergétiques, à la suite des attaques des États-Unis et d'Israël contre l'Iran. Un «ralentissement significatif» redouté Pour limiter les effets sur les portes monnaies des ménages espagnols, le Parlement espagnol

a voté en urgence en mars un plan d'aides, comprenant notamment une baisse de la TVA sur le gaz et les carburants de 21% à 10%. Malgré la hausse des prix, qui demeure la principale préoccupation des Espagnols (notamment concernant le coût du logement), le contexte économique général reste positif dans le pays, où la croissance a atteint 2,8% en 2025, soit près du double de celle de la zone euro. Elle est attendue à 2,3% cette année par la Banque d'Espagne, qui a toutefois reconnu fin mars redouter un «ralentissement significatif» dans la quatrième économie de la zone euro, en raison du conflit au Moyen-Orient.

CANADA

Le Premier ministre annonce la création d'un fonds souverain

Le Premier ministre canadien, Mark Carney, a annoncé lundi 27 avril la création d'un nouveau fonds souverain canadien, en comparant son pays à la Norvège – en raison de vastes ressources naturelles, même si elles restent plus modestes. Doté d'un financement fédéral initial de 25 milliards de dollars canadiens, soit à peu près 15 milliards d'euros, ce fonds auquel pourront aussi participer les citoyens canadiens a pour objectif de réduire la dépendance économique du Canada vis-à-vis des États-Unis au cours des prochaines décennies.

Les montants investis dans ce fonds, baptisé «Canada Strong Fund» («Fonds pour un Canada fort»), serviront à financer des projets liés à l'énergie, aux matières premières critiques et aux infrastructures. Au total, 21 grands chantiers d'intérêt national ont été annoncés ces derniers mois par le gouvernement canadien, visant à renforcer une économie malmenée par la guerre commerciale avec les États-Unis. Alors que le détail des investissements du nouveau fonds souverain canadien n'est pas encore connu, les partis d'opposition dénoncent

des subventions déguisées au secteur pétrolier et gazier, alors que plusieurs projets de construction d'oléoducs et de gazoducs ont déjà été annoncés. Pour le responsable canadien, la création de ce fonds souverain entraînera non seulement un affranchissement de la dépendance avec les États-Unis, mais elle permettra aussi aux Canadiens d'en tirer les bénéfices. «Les États-Unis ont changé. C'est leur droit, et nous nous adaptons. C'est notre devoir», a déclaré Mark Carney à Ottawa, alors que son gouvernement s'apprête à mener des négociations

commerciales tendues avec l'administration du président américain Donald Trump. «Pour être clair, tout comme à l'époque de la construction du chemin de fer du Pacifique il y a 150 ans, la plupart de ces projets seront financés par des capitaux privés, et tout comme dans les années 1870, le gouvernement fédéral leur apportera son soutien à travers des prêts, des subventions ou toute autre aide, pour que ces projets puissent bénéficier à notre économie au-delà des profits du secteur privé», ajoute-t-il.

R I.

ALLEMAGNE

Le budget 2027 prévoit un endettement de près de 200 milliards d'euros, priorité à la défense

Le gouvernement allemand travaille sur un projet de budget pour 2027 qui prévoit un endettement total de 196,5 milliards d'euros, destiné notamment à renforcer les infrastructures et la défense, ont dit mardi des sources à Reuters. Ce chiffre contraste avec les 50,5 milliards d'euros prévus pour 2024 par le gouvernement fédéral précédent, avant que la première économie européenne ne mette fin, en 2025, à des décennies d'austérité budgétaire afin de relancer la croissance, de moderniser les infrastructures et d'augmenter les dépenses militaires. L'Allemagne et d'autres pays européens ont été poussés ces dernières années à renforcer leurs armées dans le contexte de la guerre en Ukraine et des bouleversements provoqués par le retour de Donald Trump à la Maison blanche en janvier

2025, le président américain exhortant les pays de l'Union européenne (UE) à augmenter leurs dépenses de sécurité pour protéger le continent. Le projet de budget allemand pour 2027 prévoit ainsi un engagement important en matière de dépenses militaires, qui devraient passer de 82,7 milliards d'euros en 2026 à 105,8 milliards d'euros, ont précisé les sources. Si l'on inclut le fonds spécial pour la défense et les fonds alloués à l'Ukraine, les dépenses militaires devraient atteindre 144,9 milliards d'euros en 2027. Si l'on ajoute cela au reste des dépenses publiques consacrées à la défense, cela se traduira par une contribution à l'Otan de 3,1% du PIB en 2027, qui devrait atteindre 3,7% d'ici 2030, selon ces sources.

Berlin continuera en outre à soutenir l'Ukraine à hauteur de 11,6 milliards d'euros en 2027 et de 8,5 milliards d'euros par an entre 2028 et 2030. Le projet de budget 2027, qui s'inscrit dans un cadre financier à moyen terme s'étendant jusqu'en 2029, prévoit des dépenses totales de 543,3 milliards d'euros, soit 3,6% de plus que l'année précédente, précisent les sources. Les nouveaux emprunts prévus dans le budget devraient s'élever à 110,8 milliards d'euros, auxquels s'ajoutent 58,2 milliards du fonds pour les infrastructures et 27,5 milliards du fonds spécial pour la défense approuvé dans le contexte de la guerre en Ukraine.

R.E

POLOGNE

Varsovie possède plus d'or que la Banque centrale européenne et n'a pas l'intention de ralentir

La banque nationale de Pologne a augmenté ses réserves d'or à environ 550 tonnes, pour une valeur totale supérieure à 63 milliards d'euros. Le président de la Banque nationale de Pologne (NBP), Adam Glapiński, souligne depuis des années que l'or joue un rôle particulier dans la structure des réserves. Il s'agit d'un actif exempt de risque de crédit, indépendant des décisions de politique monétaire des autres pays et résistant aux chocs financiers. Des réserves d'or élevées contribuent également à la stabilité de l'économie polonaise.

Les ambitions de la banque sont ambitieuses : l'objectif est de disposer de 700 tonnes d'or et d'une valeur totale des réserves d'or d'environ 400 milliards de PLN (94 milliards d'euros). En 2024, l'or représentait encore 16,86 % des réserves de change de la Pologne. Les estimations à la fin décembre 2025 ont montré un bond à 28,22 %, ce qui constitue l'un des changements les plus rapides dans la structure des réserves parmi les banques centrales du monde entier. Les transactions les plus importantes ont été réalisées au cours des derniers mois de 2025,

pendant une période de forte volatilité des marchés et de tensions géopolitiques. La Pologne augmente régulièrement ses réserves d'or. À l'initiative de Glapiński, le conseil d'administration de la NBP a décidé d'augmenter encore stratégiquement la part de l'or. Glapiński avait annoncé en janvier qu'il demanderait au conseil d'administration d'adopter une résolution visant à porter les réserves à 700 tonnes d'or.

Investir dans l'or

selon les analyses du World Gold Council, l'année 2025 a vu se poursuivre la tendance mondiale à l'accumulation d'or par les banques centrales. À quelques exceptions près, la plupart des pays ont augmenté leurs réserves, considérant les lingots comme une couverture stratégique contre les crises monétaires et financières. En 2025, pas moins de 95 % des banques centrales interrogées s'attendent à une augmentation des réserves mondiales d'or au cours des douze prochains mois.

Agence

FINLANDE La première exploitation minière de lithium en Europe est entrée en service

L'objectif est de réduire la dépendance européenne aux importations asiatiques et australiennes. Cette ressource stratégique est indispensable à la fabrication de produits électroniques modernes. La Finlande est devenue le premier pays d'Europe à accueillir l'ensemble du cycle de production de lithium, de l'exploitation minière à la raffinerie, indique le Service géologique de Finlande. La mine à ciel ouvert de Syväjärvi, à Kaustinen, produira de l'hydroxyde de lithium de qualité batterie, un matériau essentiel pour l'électronique moderne, qu'il s'agisse de véhicules électriques ou de smartphones. La mine devrait être pleinement opérationnelle d'ici deux ans. Aujourd'hui, le lithium est souvent comparé au pétrole du XXe siècle. Et la Finlande en détient certaines des plus grandes réserves d'Europe.

Réduire la dépendance à l'égard des importations

Le projet de 783 millions d'euros est géré par Keliber Oy, une société finlandaise d'exploitation minière et de matériaux pour batteries. Des camions transporteront le minerai jusqu'à une usine de concentration située à proximité, produisant un concentré semblable à du sable qui sera ensuite acheminé vers une raffinerie pour produire de l'hydroxyde de lithium utilisable pour les batteries. Hannu Hautala, PDG de Keliber, a déclaré que le projet réduirait la dépendance de l'Europe à l'égard des importations de lithium en provenance d'Asie et d'Australie. "L'hydroxyde de lithium sera destiné à l'industrie européenne des batteries", a-t-il précisé, refusant de nommer des clients spécifiques. Sibanye-Stillwater, le géant minier sud-africain, détient 80 % de ses parts, les 20 % restants étant détenus par le groupe public finlandais Finnish Minerals Group. La Banque européenne d'investissement a également apporté un financement de 150 millions d'euros. Neal Froneman, PDG de Sibanye-Stillwater, a qualifié la mine de "très petite", mais a déclaré qu'elle était "très, très importante" d'un point de vue stratégique et technologique, et qu'elle représentait le premier investissement majeur de l'entreprise en Europe. Le projet Keliber couvre plus de 500 kilomètres carrés et comprend six autres sites miniers prévus dans la région, en plus de Syväjärvi.

Agence

POUR UN SUPERCOMPUTER EN SUÈDE

Bull décroche un contrat de 30 M€

Pour répondre aux besoins en capacités de traitement IA avancé des start-ups, PME et organismes de recherche suédois, l'IA factory Mimer installée à Linköping va s'équiper d'ici fin 2026 d'un système XH3500 de Bull. Le contrat conclu, sur une durée de 5 ans, s'élève à 30 millions d'euros.

La course aux capacités IA est lancée en Europe. Dans le cadre du programme européen EuroHPC Joint Undertaking annoncé l'an dernier, 19 sites ont été sélectionnés pour recevoir des systèmes de calcul haute performance taillés pour répondre aux besoins de traitements et de calcul IA. C'est notamment le cas en France, avec une IA factory, portée par le Genci en partenariat avec d'autres organismes comme le CEA ou encore le CNRS et l'Inria, dotée du supercalculateur exascale Alice Recoque, ou encore en Allemagne (TU Dresden). Parmi les autres pays à entrer dans la course, la Suède, dont son IA factory Mimer, installée au NAISS (infrastructure académique nationale pour le calcul intensif de Suède) à Linköping dans le sud du pays, se dote également d'un supercalculateur taillé pour l'IA. Le point commun de ces trois projets ? Ils ont tous le même fournisseur, le français Bull, désormais dans le giron de l'Etat et en plein redécoupage, équipant toutes ces installations avec son système XH3500.

Dans le cadre de projet, un contrat de 5 ans de 30 M€ a été signé entre Bull et EuroHPC JU, propriétaire du système HPC, dont il assure le financement à part égale avec le Conseil suédois de la recherche. Au terme du contrat, une possibilité d'extension est prévue. « Nous sommes ravis de collaborer avec Bull sur une plateforme qui allie performances et engagement fort en faveur de l'open source afin de renforcer les capacités de la Suède en matière d'IA sécurisée », explique Erik Lindahl, professeur à l'université de Linköping et directeur du NAISS. Le système (à refroidissement liquide) qui sera livré avant la fin de l'année, sera constitué de 100 nœuds équipés de 400 accélérateurs GB200 de Nvidia couplés à une petite partition de CPU Grace, nous a indiqué un porte-parole de Bull. Côté stockage, un système Storage Scale 6000 d'IBM va être connecté au compute via des passerelles S3. De l'interconnexion réseau Ethernet 400 Gbit/s avec des commutateurs Nokia 7220 sont aussi de la partie. La



couche logicielle s'articule quant à elle autour de Red Hat OpenShift (Kubernetes) pour la gestion et l'orchestration des clusters IA, Bull SMC pour l'administration globale du système, IBM GKLM pour les clés de chiffrement, et BullSequana Pro AI en tant que plateforme data et IA open source. Par ailleurs, on notera que 6 nœuds seront équipés des prochaines puces Europa d'Axelera AI. Cette société néerlandaise fait partie des nombreuses start-ups prometteuses dans la conception de puces IA. Elle propose des cartes accélératrices IA et travaille sur sa prochaine puce spécialisée dans les traitements IA d'une performance théorique de 629 Tops. « Ces nœuds seront intégrés à la solution globale dès que les cartes PCIe Axelera Europa seront disponibles », nous a précisé le porte-parole. « Une des adaptations spécifiques à Mimer est le concept de multi-tenant sécurisé, permettant une séparation stricte des utilisateurs et le chiffrement des données avec des clés fournies par l'utilisateur. Cela a été mis en place pour répondre notamment à des cas d'usage dans les sciences de la vie, pour lesquels le RGPD et d'autres exigences réglementaires de sécurité s'appliquent ».

Des fonctions pour consommer et spécialiser des modèles

La Mimer AI Factory a été montée en partenariat avec les instituts de recherche suédois RISE, et son financement est partagé entre la Suède (par l'intermédiaire du Conseil suédois de la recherche et de Vinnova, l'agence suédoise pour l'innovation, et l'entreprise commune EuroHPC JU, qui est l'organisation de l'UE chargée des supercalculateurs).

La vocation de cette usine IA, comme les 18 autres en Europe, est de fournir un accès à des supercalculateurs optimisés pour l'IA ainsi qu'à des services tels que des formations et un accompagnement destinés aux PME, start-ups, chercheurs, organismes publics... Mimer AI Factory concentre ses activités sur quatre domaines : les sciences de la vie, la science des matériaux, les systèmes autonomes et l'industrie du jeu vidéo, mais reste ouvert à d'autres secteurs en fonction de la demande. « La plateforme fournira des fonctionnalités pour consommer directement des modèles type LLM ou de spécialiser ses modèles via du finetuning as a service.

La plateforme permet d'ores et déjà de couvrir les besoins classiques de transcription de fichier audio ou en temps réel ou reconnaissance de document par exemple », poursuit le porte-parole. « Ce superordinateur sera le moteur qui permettra aux organisations de passer plus rapidement de l'idée à l'impact concret », indique dans un communiqué Rossen Apostolov, directeur de Mimer AI Factory. « Grâce au réseau d'experts de Mimer AI Factory et à un portefeuille croissant de services s'appuyant sur cette infrastructure, nous accompagnerons les utilisateurs dans toutes les étapes, du développement et des tests de modèles jusqu'au déploiement, à la formation et à l'innovation sectorielle [...] Tout aussi important, la plateforme offrira des fonctionnalités avancées pour la gestion sécurisée des données sensibles. C'est essentiel pour les organisations qui souhaitent adopter l'IA en toute confiance dans des domaines où la confiance, la conformité et la protection des données sont primordiales. »

Une couverture de chaîne de valeur 100 % Bull

Pour ce projet, Bull assure couvrir l'ensemble de la chaîne de valeur, du design et de l'intégration des infrastructures jusqu'aux logiciels, plateformes et en particulier les cas d'usage IA. « Nous apportons des briques logicielles avec un IP européen, ainsi que des capacités d'accompagnement sur les workloads et les usages verticalisés. BullSequana AI Platform couvre toutes les couches en partant du PaaS jusqu'à du SaaS pour offrir les services IA attendus par les utilisateurs et supportant le multi tenancy [...]

La plupart de ces services seront notamment exposés sous forme d'API ce qui rend très facile leur consommation par les utilisateurs. Des quotas et politiques d'accès pourront être définis par Mimer pour monétiser ou restreindre l'accès aux capacités de calcul sur un volume défini », précise le porte-parole de Bull.

Brèves

Otter récupère et envoie des messages Gmail

L'éditeur spécialisé dans la retranscription de conversations a annoncé AI Chat Connectors pour exporter et importer des mails depuis l'outil de messagerie de Google. Cette fonction permet par exemple de vérifier si un e-mail de suivi a été envoyé après l'appel avec le client, de comparer ce qu'un client a dit lors d'un appel avec ce qu'il a écrit par la suite dans un e-mail. « Vous n'avez plus besoin de passer d'un onglet à l'autre et de reconstituer les informations manuellement. Otter peut désormais

intégrer directement le contexte Gmail pertinent dans la conversation », assure Otter. De même, il est possible à la fin d'une réunion, de demander à Otter de rédiger un brouillon d'e-mail de suivi basé sur ce qui a été discuté, et de l'envoyer sans ouvrir Gmail.

Wiz trouve une faille RCE dans GitHub

Des chercheurs en sécurité de Wiz (Google) ont découvert une vulnérabilité critique (CVE-2026-3854) dans l'infrastructure Git interne de GitHub affectant à la fois GitHub.com et GitHub

Enterprise Server. En exploitant une faille d'injection du protocole interne, n'importe quel utilisateur authentifié aurait pu exécuter des commandes arbitraires sur les serveurs backend de GitHub à l'aide d'une simple commande « git push », en utilisant uniquement un client Git standard. Cette faille, découverte le 4 mars dernier a été corrigée par GitHub le jour même et un patch publié le 10 mars.

OpenAI rate ses objectifs commerciaux

Le Wall Street Journal a rapporté qu'OpenAI n'avait pas atteint ses objectifs

en matière de recrutements d'utilisateurs et de chiffre d'affaires ces derniers mois, ce qui a soulevé des inquiétudes quant aux perspectives de croissance du créateur de ChatGPT. Selon l'article, qui cite des sources proches du dossier, Sarah Friar, directrice financière d'OpenAI, a fait part à d'autres dirigeants de ses inquiétudes quant à la capacité de l'entreprise à honorer ses futurs contrats informatiques si son chiffre d'affaires ne progressait pas assez rapidement. Suite à cette révélation, les cours de bourse d'Oracle, CoreWeave et Arm ont reculé, de même que Softbank l'un des importants actionnaires d'OpenAI.

APRÈS CHERY ET LEAPMOTOR, MG AUSSI

Comment l'Espagne est devenue la base des constructeurs chinois en Europe

MG Motor envisagerait d'implanter sa future usine européenne en Espagne afin d'y produire des modèles destinés au Vieux Continent. Après Chery et Leapmotor, un nouveau constructeur chinois regarderait donc vers la péninsule Ibérique. Plus qu'une simple annonce industrielle, ce choix potentiel montre que l'Espagne s'impose progressivement comme la principale porte d'entrée industrielle des marques chinoises en Europe.

Selon des informations publiées par Bloomberg, la maison mère de MG, SAIC Motor, privilégierait l'Espagne pour installer son futur site de production européen. Si l'on a régulièrement parlé de la Hongrie pour le constructeur chinois, il semblerait qu'il ait finalement changé d'avis. Le projet n'aurait pas encore été finalisé et plusieurs paramètres restent à définir, comme l'investissement, la capacité ou le calendrier. Pour autant, l'objectif apparaît lui limpide : produire localement pour alimenter le marché européen, tout en réduisant l'exposition aux droits de douane appliqués aux véhicules électriques importés depuis la Chine. Pour MG Motor, très présente en France et en Europe, le sujet est hautement stratégique.

L'Espagne enchaîne les projets chinois

Ce qui est intéressant, c'est que ce dossier MG n'arrive pas isolément. Chery a déjà relancé l'ancienne usine Nissan de Barcelone pour y produire des modèles commercialisés sous les marques Omoda et Jaecoo. Quant à Leapmotor, il doit également assembler certains véhicules en Espagne via son partenariat avec Stellantis, notamment à Saragosse. Et dernier exemple en date, la célèbre marque chinoise Hongqi, longtemps associée aux limousines du pouvoir et à Mao Zedong, aurait elle aussi des vues sur une usine Stellantis en Espagne. Les annonces se suivent et se ressemblent donc. De quoi confirmer



l'Espagne comme étant le nouvel aimant des investissements que d'autres grands pays automobiles européens espéraient capter. Alors pourquoi l'Espagne ? Sans doute car le pays dispose déjà d'une longue tradition industrielle automobile, d'un réseau de sous-traitants dense et d'infrastructures logistiques adaptées à l'export. Le coût de production y est aussi généralement plus compétitif que dans plusieurs pays d'Europe occidentale, ce qui renforce son attractivité.

L'effet inattendu des surtaxes européennes

Les droits additionnels décidés par Bruxelles visaient à rééquilibrer la concurrence face aux modèles chinois subventionnés. Dans le cas de SAIC Motor, ils peuvent porter la taxation totale à un niveau particulièrement élevé sur certains véhicules électriques importés. Mais ces mesures produisent aussi un effet secondaire : au lieu de ralentir leur expansion, elles incitent plusieurs groupes chinois à produire directement sur le sol européen. Une fois implantés localement, ces constructeurs échappent en grande partie au handicap douanier tout en se rapprochant de leurs clients. Autrement

dit, la barrière commerciale serait peut-être en train d'accélérer l'industrialisation chinoise en Europe plutôt que la freiner.

Une alerte silencieuse pour le reste de l'Europe

Si MG Motor confirme ce choix, l'Espagne conforterait son statut de hub automobile majeur du sud de l'Europe. Pour la France, l'Italie ou même l'Allemagne sur certains segments, la question deviendrait plus sensible : pourquoi ces investissements ne se dirigent-ils pas davantage vers leurs sites ? Tout n'est pas perdu puisque ces derniers jours, le chinois Dongfeng via son partenariat avec Stellantis pourrait également viser plusieurs usines sous-exploitées en Europe. Et notamment celle de Rennes-La Janais qui produit actuellement le Citroën C5 Aircross mais qui est régulièrement en proie à des soucis d'approvisionnement pourrait être dans la liste. Avec la production des marques chinoises sur le Vieux Continent, l'enjeu dépasse donc les seules voitures chinoises. Il concerne les futurs emplois industriels, la maîtrise des chaînes d'approvisionnement et la place de chaque pays dans la prochaine décennie automobile. L'usine MG n'est peut-être pas encore confirmée. Mais elle montre que la bataille industrielle européenne a commencé. Et que pour l'heure, l'Espagne a pris de l'avance.

Le groupe Chery va multiplier les marques en Europe

Après un démarrage canon en France, le groupe chinois Chery accélère et de deux marques va passer à cinq blasons dans l'hexagone d'ici un an et demi. Entre une offensive low-cost pour contrer Dacia, un positionnement quasi-premium sous pavillon I-Caur et Lepas, auquel s'ajoute le rachat de Freelander, ce n'est plus un simple déploiement, c'est un débarquement. De quoi susciter l'enthousiasme chinois et des craintes pour l'industrie européenne. Il est sûr de lui. Zhang Zuyi, le président de Chery à l'international le martèle : « en trois ans, nous avons vendu 1 million de Jaecoo et Omoda. Dorénavant, nous allons en vendre 1 million chaque année ». Le groupe chinois aux neuf marques ne cache pas ses ambitions, notamment en Europe où il est présent depuis quelques années, et en France où il a démarré en fanfare il y a à moins d'un mois avec ces deux marques. En misant sur 100 concessionnaires dans l'hexagone dès le lancement, les nouveaux venus ont déjà vendu plus de 1 500 autos.

De deux marques importées cette année, le Chinois passera à cinq l'an prochain

La suite ? Une déferlante de marques et de modèles à venir d'ici deux ans et un début d'offensive fixé dès cet été avec l'ouverture d'une première concession Chery en France. Ce nouveau venu, se veut

un concurrent de Dacia, « mais pas celui d'aujourd'hui, confie ce cadre commercial européen, celui des débuts », histoire de souligner son agressivité commerciale. C'est le positionnement de cette marque chinoise dont les tarifs, que l'on attend ravageurs, et les modèles, devraient être annoncés très vite.

- Jaecoo et Omoda sont donc les étendards généralistes de ce groupe de l'empire du Milieu détenu à 80 % par l'État, et Chery son pendant à bas prix. Mais pas question de s'arrêter là. Plus chères et plus premium, deux autres marques vont apparaître en France en 2027.

- I-Caur participera à ce débarquement. Pourquoi ce drôle de nom ? En réalité, cette marque s'appelle I-Car, et c'est sous ce blason que ces autos sont vendues en Chine. Or, du temps où Apple avait quelques vellétés automobiles, la pomme avait déposé le nom I-Car dans tous les pays, hormis la Chine, justement. D'où le recours à un « u » supplémentaire pour les I-car vendues hors du pays.

Avec son look d'ultra baroudeur, ce SUV sera notamment disponible dans une intéressante configuration électrique avec prolongateur d'autonomie, deux électromoteurs et 449ch. Son arrivée sera le premier pas du groupe Chery en Europe dans un domaine qu'il n'aborde pas encore chez nous : le premium, ou presque. Un niveau de gamme qui aura sa fa-



cette similitude off-road donc avec I-Caur, mais aussi plus élégante avec une cinquième marque qui, elle aussi, arrivera l'an prochain.

Les SUV Lepas, conçues sur la même plateforme, et dotées des mêmes motorisations que son frère à gros crampons, se veulent plus BCBG et sont déjà en vente en Espagne.

Ce sont donc trois nouvelles marques et 6 nouveaux modèles qui s'apprêtent à garnir les showrooms d'ici la fin 2027. Des concessions qui devraient eux aussi se multiplier et finir l'année à 170 au lieu de la centaine aujourd'hui ouverts.

Mais à ces nouvelles marques il convie d'ajouter les petites sœurs des modèles déjà disponibles dans l'une des marques déjà distribuée chez nous : Omoda. Le 4 est un SUV B de 4,42m disponible avec une motorisation hybride de 224ch. Plus

petit, l'Omoda 2 complètera la gamme fin 2027 du long de ses 4,02m.

Reste une inconnue dans cette déferlante et elle s'appelle Freelander. Chery a bel et bien racheté cette entité à Jaguar-Land Rover et elle entend bien en faire une marque à part entière, avec plusieurs modèles. Reste à savoir dans quels pays ils seront distribués. Une décision qui ne semble pas encore prise. Seule chose connue : l'ex-Anglais devrait se transformer en véritable haut de gamme techno chargé de trôner au sommet des marques du groupe. Chery ne va pas, du moins pour le moment, jouer cette carte réellement premium en France ni avec Freelander, ni avec Luxeed, son autre marque haut de gamme, mais l'expression "il ne faut jamais dire jamais" semble aujourd'hui devenu un proverbe chinois.

Freelander européen ou pas, Chery entend bien asseoir son emprise européenne au-delà des concessionnaires. Son implantation passe par des centres de R&D dont celui qui est déjà ouvert en Allemagne, et un second qui se met en place en ce moment en France, à La Défense et qui va achever le développement de l'Omoda 2.

Plusieurs usines en Europe

Des autos développées qu'il faut ensuite assembler. Et Chery s'apprête à fabriquer ses Jaecoo 5 et 7 à Barcelone en Espagne. La suite ? Tongyue Yin, le président du groupe la résume : « nous ne pouvons pas nous contenter d'une seule usine en Europe ». Son idée ? « Réaliser des joint-ventures avec des constructeurs existants ». En somme, profiter des unités en sous production chronique disséminées dans l'Union européenne, pour qu'elles assemblent des Jaecoo Omoda et autres Chery. Des négociations seraient déjà engagées dans ce sens avec des constructeurs occidentaux. Avec Stellantis qui serait prêt à céder tout ou partie de quatre de ses usines européennes ? On sait que Dongfeng serait intéressé par celle de Rennes – la Jeannais notamment. On ignore, pour le moment, si Chery l'est aussi. Reste que ce déploiement, ou plutôt débarquement, devrait inquiéter un tant soit peu les marques européennes, si elles ne le sont déjà.

Mots fléchés

Sina- pisme	↓	Il peut être de désespoir	Chaussures légères	Gentil	↓	Expérience	↓	Fleuve d'Ecosse	↓	Port antique de Rome	↓	Malicieux	↓
Cuves								Souve- raines				Pénétra	
	→	↓	↓	Coûteuses	→			↓				↓	
				Répétition									
Allure	→			↓		Avant le lycée	→			Théâtre basé a Villeur- banne	→		
Bien- heureux						Possédent				Voilés			
	→					Dit pour sourire	→			↓			
						Base de l'impôt							
Une affaire politico- financière		Acteur de Géant, et à l'est d'Eden	→			↓		Soleil divin		Purifié	→		
	→	Ecole québécoise								Manillon			
		↓						↓				Argent	→
												Arbre exotique	
Recueil de cartes géographiques	→					Stable	→					↓	Ciel- de-lit
Région au dessus du Caucase						Autre moi							
	→					↓		Flamberges	Pays européen	Divin marquis	→		
								↓	↓				
Entre l'URSS et la Russie		Bidets	→							Tante de Bambi	→		
	→	Glorifi- cation								Surfaces agricoles			L'Estonie
		↓		Opération plastique	→					↓			↓
				Implanter solidement									
Cette ville a une faïencerie renommée		Rancune	→	↓		Futur officier	→			Enzyme	→		
	→	Figure											
		↓											
				Indium		Naissance	→						Gare
						Avec les coutumes							
Époux	→			↓		Érodas	→					Stériles	Astate
Hommes de cœur						↓						↓	↓
	→					Doctrine						Rangs	
								Jeu de pions		Contre tout	→		
										Einstei- nium			
Infirmes (initiales)	→							↓					
↓													
Veux				Ils fusent		Petite loge pour sentinelle	→						
	→			↓									
						Ne fait rien	→						Département français
													↓
Support mural		Parfumé	→					Grefe		Il peut-être de grossesse	→		
	→	Boulette de poisson											
		↓						↓					
						Lisse			Bien- heureux	→			
									Une pièce de charrue				
Imper- méable	→					Avec les autres	→		↓	Fulgine	→		
↓						↓							
Oeuvre de Cizia Zyké						Durée				Négation			
	→					↓				↓			
			Figurine provençale	→								Jeu vidéo	→
Recueil plaisant	→					Filles du frère	→					Néon	→

PÉTROLE

le Brent à plus de 114 dollars

Les cours du pétrole sont en hausse mercredi, le baril de Brent s'affichant au-delà de 114 dollars, en cours d'échanges européens. Dans la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juin, prenait 2,95% à 114,54 dollars, Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison le même mois, gagnait 3,48% à 103,41 dollars.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Jeudi 30 avril 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



ANP

Reddition d'un terroriste à In Guezzam

Un terroriste s'est rendu aux autorités militaires d'In Guezzam et 9 éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) dans différentes opérations à travers le territoire national, durant la période allant du 22 au 28 avril en cours, indique, hier, un bilan opérationnel de l'ANP. "Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'Armée nationale populaire ont exécuté, durant la période allant du 22 au 28 avril 2026, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national", précise la même source. Dans le cadre de la lutte antiterroriste, le terroriste dénommé (H.A) dit (Maazou) s'est rendu aux autorités militaires d'In Guezzam, avec en sa possession un (1) pistolet mitrailleur de type Kalachnikov, une quantité de munitions et divers effets, alors que d'autres détachements de l'Armée nationale populaire ont arrêté (9) éléments de soutien aux groupes terroristes, dans différentes opérations à travers le territoire national".

LUTTE CONTRE LE TERRORISME ET STABILITÉ DE LA RÉGION

Le commandant de l'AFRICOM salue le rôle de l'Algérie

Le commandant du Commandement militaire américain pour l'Afrique (AFRICOM), le Général d'Armée Dagvin Anderson, a exprimé, mardi, la volonté de son pays de renforcer la coopération avec l'Algérie en matière de lutte contre le terrorisme, saluant le rôle de l'Algérie en tant que pilier de la stabilité régionale et le niveau des relations entre les deux pays dans ce domaine. Dans une déclaration à la presse au terme de l'audience que lui a accordée le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en compagnie du secrétaire d'Etat adjoint américain, M. Christopher Landau, et de la délégation les accompagnant, M. Anderson a indiqué: "Je tiens à exprimer ma sincère gratitude pour l'opportunité qui m'a été offerte de rencontrer Son Excellence le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, ainsi que d'échanger avec les hauts responsables de l'Armée nationale populaire (ANP), à leur tête le Général d'Armée Saïd Chane-griha (ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-Major de l'ANP)", qualifiant les entretiens entre les deux parties de "fructueux". Le commandant de l'AFRICOM a également exprimé sa satisfaction de "la coopération et des relations solides que l'Algérie continue

de renforcer dans la lutte contre le terrorisme", ajoutant: "Nous aspirons vivement à consolider davantage cette coopération, en particulier dans un contexte marqué par l'expansion du terrorisme à l'échelle mondiale, ce qui en fait une menace urgente". La coopération entre les deux pays "gagne en importance", a-t-il assuré, soulignant que "les Etats-Unis peuvent apporter leur expertise dans la lutte antiterroriste à l'échelle mondiale, au côté des capacités remarquables dont dispose l'Algérie grâce à sa profonde expérience en la matière, ce qui ouvre de larges perspectives de coopération à l'avenir, au mieux des intérêts communs et au service de la sécurité des deux pays". Le responsable américain a, en outre, évoqué les valeurs communes entre les deux pays, en déclarant: "Alors que nous célébrons le 250e anniversaire de l'indépendance des Etats-Unis, nous nous rappelons avec déférence que nous nous sommes également libérés de la colonisation et nous mesurons pleinement l'importance de la souveraineté, de la dignité et de l'indépendance, ainsi que la nécessité de les défendre en permanence, des valeurs que nous partageons avec le peuple algérien". Dans ce contexte, il a relevé l'existence de véritables opportunités de poursuivre l'action

bilatérale commune pour "protéger ces valeurs face aux organisations terroristes qui ne respectent ni la dignité humaine ni la souveraineté des Etats et opèrent au-delà des frontières sans considération pour qui-conque". Le Général d'Armée Dagvin Anderson a, dans ce cadre, mis en exergue l'importance du rôle de l'Algérie dans la région, ajoutant: "Je me réjouis de poursuivre le renforcement de cette relation et j'apprécie le rôle important de l'Algérie en tant que pilier de la stabilité dans cette région du monde, de même que nous aspirons à échanger les expertises et à travailler ensemble pour faire face à ces défis". Il a, à ce titre, souligné que l'approche sécuritaire "doit être globale", estimant que "les solutions militaires seules ne suffisent pas, mais doivent être accompagnées d'investissements économiques, de développement et du renforcement de la cohésion sociale". En conclusion, le commandant de l'AFRICOM a insisté sur l'importance d'oeuvrer pour les générations futures, en disant: "Nous ne faisons pas cela uniquement pour le présent, mais aussi pour l'avenir de nos enfants, afin qu'ils puissent bénéficier des mêmes opportunités que nous, et vivre dans la paix, la prospérité et l'indépendance".

R E.

Chronique Eco

d'Anouar El Andaloussi

L'Eau et l'Energie, les fondements de la souveraineté

“La géopolitique n'est plus la préoccupation des seuls professionnels de la question, qu'ils soient diplomates, militaires ou experts. Elle concerne chacun au quotidien, le terme d'« affaires étrangères » ayant perdu son sens. Ce qui se passe loin a un impact chez nous. Il est donc indispensable de maîtriser un minimum de connaissances géopolitiques si on veut rester pertinent dans un monde globalisé. Mais la généralisation de l'intérêt pour la géopolitique ne doit pas conduire à la simplification.” (Extrait du livre “50 idées reçues sur l'état du Monde”, de Pascal Boniface, 2026).

Le monde devient fou, la violence des États n'a plus de limite, le droit international est foulé au pieds de beaucoup de dirigeants de ce monde. La crise sanitaire du COVID19 est passée par là et a montré l'égoïsme de ceux-là mêmes prônant et promouvant la mondialisation solidaire et inclusive. Le souverainisme et même le nationalisme dans le domaine économique sont de retour, y compris dans les pays du camp de la “mondialisation heureuse”.

Les souverainetés futures se préparent aujourd'hui, le monde sera encore plus violent et les intérêts égoïstes plus présents. Les États n'ont pas d'amis, ils ont des intérêts, adage que nous avons utilisé plus d'une fois dans nos précédentes chroniques.

La souveraineté va au-delà de la sécurité. La sécurité alimentaire par ex. peut être assurée si vous disposez de ressources financières suffisantes pour s'ap-

provisionner sur les marchés internationaux ; mais il peut arriver que même avec vos moyens financiers, on refusera de vous vendre ou on vous imposera plusieurs conditions pour différentes considérations (vaccins du COVID en a été l'illustration). La souveraineté d'un pays dans un domaine comme l'alimentation, l'énergie, la technologie, la santé de la population... consiste à en disposer ou à en contrôler l'usage dans une certaine mesure jugée critique pour la population et le pays. Disposer de produits alimentaires de base comme les céréales ou d'autres sources de protéines produites localement ou encore disposer de semences stratégiques, peut être considéré comme relevant de la souveraineté. Il en est de même pour l'énergie ou les produits pharmaceutiques. Dans le domaine de la technologie et particulièrement dans le numérique, le problème est encore plus complexe ; il ne s'agit pas de disposer des outils, mais surtout des liens de ces outils avec leur racine qui peut être hors frontières et dont l'usage peut devenir à tout moment stérile ou soumis à de nouvelles exigences, allant jusqu'au domaine politique. Pour la présente chronique nous nous limiterons aux domaines de l'eau et de l'énergie et à leurs conditions de production. La souveraineté sur l'eau doit être absolue, sans limite et sans conditions. L'Algérie vit un stress hydrique chronique. Il touche aussi bien la consommation humaine que les besoins de l'agriculture et accessoirement les autres activités. Les réservoirs des sys-

tèmes aquifères du Sahara et du Sahel sont effectivement considérables (plus de 5000 Mds de M3), mais elles sont non renouvelables ou très marginalement. Leur exploitation extensive pour les besoins de l'agriculture exige une rationalisation pour ne pas avoir les conséquences constatées en Tunisie avec la salinité en surface. Tout ce qui n'est pas renouvelable n'est pas durable et présente une vulnérabilité à terme. L'anticipation pour l'investissement dans les stations de dessalement de l'eau de mer a été salubre, la poursuite dans cette démarche est une décision stratégique. L'eau de mer est une ressource renouvelable, mais très coûteuse. Elle doit, elle aussi, être soumise à des règles strictes dans ses usages. Le facteur de production critique est certainement l'énergie. Cette eau sera appelée à devenir la principale ressource hydrique du pays. Elle doit arriver le plus loin possible à l'intérieur du pays pour libérer les autres ressources pour l'agriculture. L'eau dessalée, c'est essentiellement de l'électricité et quelques composants mécaniques et chimiques. L'énergie est l'autre domaine où la souveraineté doit être établie. L'Algérie a bénéficié d'une dotation généreuse en énergies fossiles qui lui a permis d'être totalement à l'abri des différentes perturbations sur les marchés. Cette sécurité énergétique et même une souveraineté est encore garantie pour plusieurs années ; mais le moment est venu pour préparer une alternative. Encore une fois l'Algérie est bien dotée en

une énergie renouvelable sur l'ensemble du territoire ou presque ; on peut se targuer d'avoir le meilleur gisement solaire au Monde avec 3000h/an et 2.200 KWh/m2/an. En plus du solaire, nous avons des potentiels conséquents en éolien. Cette énergie a l'avantage d'être décentralisée (puisque disponible partout) et donc proche du lieu de son usage. Avec ces deux ressources réellement souveraines, on peut être souverain sur beaucoup d'autres domaines, comme la souveraineté alimentaire par ex. Les besoins en énergie de l'IA et des Data Centers sont des systèmes extrêmement énergivores. Déjà leurs localisations se font sur la base, entre autres, de la disponibilité et du coût de l'énergie. Le couple Energie/Eau sera le moteur de la croissance économique, celui du bien-être de la population, et surtout de la souveraineté nationale. Le couple ne deviendra un système efficace et durable que dans le cadre d'une planification rigoureuse à moyen et long terme. En effet, ce couple ne sort pas du néant. Il y a des investissements massifs à réaliser, une ingénierie à maîtriser, une industrie des composants à développer, des arbitrages budgétaires à organiser sur le long terme. On peut commencer maintenant pour avoir un système complexe et cohérent Eau/Energie dans dix ans ; bien entendu dans le cadre d'une planification rigoureuse. Commençons par la création d'un seul ministère chargé de l'Energie et de l'Eau.